Les sens d'un mot : « attentat », de l'Ancien Régime à nos jours

The Meanings of a Word: "attentat", from the Old Regime to the 21th Century

Gilles Malandain

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/368>

DOI : 10.4000/lrf.368

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Gilles Malandain, « Les sens d'un mot : « attentat », de l'Ancien Régime à nos jours », *La Révolution française* [En ligne], 1 | 2012, mis en ligne le 20 mars 2012, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/368> ; DOI : 10.4000/lrf.368

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© La Révolution française

Les sens d'un mot : « attentat », de l'Ancien Régime à nos jours

The Meanings of a Word: "attentat", from the Old Regime to the 21th Century

Gilles Malandain

- 1 De quoi parle-t-on lorsqu'on parle d'attentat ? A suivre notre actualité, l'affaire peut paraître entendue : avions détournés, voitures piégées, kamikazes, assassinats politiques, incendies et sabotages... l'attentat est un acte violent, perpétré volontairement, pour détruire et pour tuer, difficile sinon impossible à justifier, et même à comprendre. Etroitement associé à l'omniprésent « terrorisme », le mot « attentat », lourdement connoté, ne supporte guère la fantaisie ; « il n'y a pas d'attentat propre », assénait l'éditorial de *Libération* le 12 novembre 2008 à propos d'un sabotage de ligne TGV attribué à « l'ultra-gauche », fait pourtant pour ne blesser personne. Dans ce contexte, certains usages divergents du mot surprennent, qui évoquent le désuet « attentat à la pudeur », revu et corrigé par la libération des mœurs¹, « l'attentat contre la démocratie » que constituerait l'Organisation mondiale du commerce², « une nouvelle forme d'attentat politique », à propos de l'inculpation du directeur du FMI pour tentative de viol³, ou encore les « attentats historiques » de Marcel Duchamp « contre l'art traditionnel »⁴... Ces expressions témoignent d'une polysémie et d'une complexité perdues dont on voudrait ici retracer l'évolution, pour comprendre non seulement ce que l'histoire fait au mot⁵, mais aussi ce que le mot fait à l'histoire, soit les effets que son usage est susceptible d'avoir, hier ou aujourd'hui, et jusque dans l'historiographie actuelle.
- 2 Cette recherche s'appuie principalement sur plusieurs indicateurs : d'abord des sources normatives, les dictionnaires français et les codes pénaux, ou les traités qui en tiennent lieu sous l'Ancien Régime ; ensuite, des sources littéraires, dans lesquelles la base Frantext permet de repérer aisément un peu plus de 2600 occurrences du terme « attentat(s) » entre le début du XVII^e siècle et 2010, d'en analyser la répartition et d'y faire des sondages ; enfin, l'interrogation du catalogue de la BNF a permis de répertorier plus de 700 ouvrages dont le titre comporte « attentat(s) ». Complété par la bibliographie et à l'aide d'Internet, ce corpus ne prétend certes pas à l'exhaustivité : il permet

cependant, on l'espère, de restituer une bonne part des emplois possibles du mot et de donner une idée d'ensemble d'une double trajectoire qui voit d'abord son usage s'élargir, au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, puis se restreindre aux XIX^e et surtout au XX^e siècle.

Sens propre, sens figurés

- 3 Le *Trésor de la Langue française* nous apprend que, venu du latin, le terme est attesté en français à partir du XIV^e siècle (1326) dans un emploi d'abord juridique et avec le sens premier de « tentative criminelle » ou d'« action portant préjudice à quelqu'un ». Dans *Le Page disgracié* de Tristan l'Hermite (1643), deux empoisonnements successifs qui manquent de faire périr le narrateur sont appelés attentats⁶. Ce sens ressort le premier des notices des premiers grands dictionnaires de Richelet (1680) – « entreprise sur la vie d'une personne » – et de Furetière (1690) – « outrage ou violence qu'on tache de faire à quelqu'un. » Si l'homicide est sans doute « un des plus grands attentats qu'on puisse commettre contre Dieu », comme l'écrit Pascal en 1656 (14^e lettre des *Provinciales*), le terme peut recouvrir toute une série de crimes, comme ces « sacrilèges, incendies, meurtres et autres attentats que les calvinistes révoltés ont commis dans les Cévennes »⁷, ou encore les divers « attentats » de Cartouche qu'évoque Louis Sébastien Mercier au chapitre 50 de son *Tableau de Paris* (1782). Dans une version plus parodique de l'usage, Molière met en 1668 le mot dans la bouche d'Harpagon, à propos du vol de sa fameuse « cassette », « l'action la plus noire, l'attentat le plus horrible qui ait jamais été commis »⁸. D'abord tentative de meurtre, l'attentat est donc aussi, en un sens plus général, une « entreprise contre les loix », comme le définit le *Dictionnaire de l'Académie française* en 1694.

La tentative érigée en crime capital

- 4 Dans sa 4^e édition (1762), le même dictionnaire précise cependant, que le mot s'emploie « dans une occasion importante, dans une chose capitale ». Comme l'attestent de nombreux exemples, il désigne en effet plus particulièrement une agression visant une personne de rang important, sur le modèle des « Assassins porte-couteaux »⁹ ou de « l'attentat » dont est chargé l'esclave Séide dans le *Mahomet* de Voltaire ; mais aussi, plus largement, toute forme de révolte ou de sédition. C'est ainsi qu'une *Déclaration du Roy sur l'attentat, félonie et rébellion des villes de Paris, Orléans, Amiens, et autres leurs adhérens*, signée en février 1589 par Henri III, confronté au soulèvement ligueur, précède, dans le Catalogue de la BNF, les déplorations d'attentats commis sur la personne d'Henri IV. En 1636, une autre *Déclaration du Roy* s'en prend aux « attentats et entreprises commises contre son Estat, par aucuns du comté de Bourgogne », et promet « conservation et protection » aux « villes, communautéz, gentilshommes » prêts à « se despartir à l'advenir de tous actes d'hostilité ». Dans les *Psaumes* de Racan, vers 1660, le roi en appelle plusieurs fois à Dieu des « attentats » de ses ennemis, dont les menées les plus diverses troublent la paix civile.
- 5 L'usage politique du terme est bien mis en valeur par le corpus théâtral du XVII^e siècle, en particulier dans la tragédie, qui en fait grand usage¹⁰. La rime aidant, l'attentat s'y trouve souvent érigé en « crime d'Etat » par excellence, et d'abord en crime contre l'Etat. Ainsi très explicitement dans *le Cid* (1636), le mot est utilisé par le roi de Castille à propos du geste de colère de Don Gomès envers le vénérable Don Diègue, qui lui a été préféré (II, 7) :

« S'attaquer à mon choix, c'est s'en prendre à moi-même, / Et faire un attentat sur le pouvoir suprême. » Un peu plus loin, c'est bien en revanche le meurtre en duel de Don Gomès par Rodrigue qui est également nommé « attentat », d'abord par Chimène indignée (II, 8), puis, de façon plus vague, par le roi lui-même (IV, 5) ; mais c'est parce que cet homicide affecte aussi « l'Etat », qui ne peut laisser ses « meilleurs combattants » s'éliminer les uns les autres – et qui à la même époque tentait d'interdire le duel à sa noblesse.

- 6 L'emploi absolu du mot fait ressortir cette valeur spécifique de l'attentat : dans *Antigone* de Rotrou (1637), Créon « défend d'inhumer le corps de Polynice, Et, déclarant ce prince ennemi de l'Etat, Condamne l'infracteur comme d'un attentat. » (III, 3) Plus encore que les crimes ordinaires, l'attentat – sans complément – atteint ou blesse directement le souverain, et à ce titre justifie le traitement le plus rigoureux, le plus préventif, car « qui souffre un attentat, s'expose et l'autorise »¹¹. De même dans *Britannicus* (1669), lorsque Agrippine demande pourquoi Néron a fait enlever l'innocente Junie : « De quoi l'accuse-t-il ? et par quel attentat Devient-elle en un jour criminelle d'Etat ? » (I, 2)¹². De cet emploi très fort, le théâtre du XVIII^e siècle offre des confirmations parodiques : ainsi au II^e acte des *Trois sultanes* de Favart (1762), on voit l'une des favorites de Soliman jeter « au fond du théâtre » une pipe que lui tend obligeamment le sultan : « Quel attentat ! » s'écrie alors un courtisan.
- 7 Parmi les violations de la loi, l'attentat figure donc avant tout le crime de lèse-majesté que le droit pénal ne cesse de renforcer parallèlement au triomphe de la monarchie « absolue », de part et d'autre de la Fronde. Tous les outrages, même purement symboliques, à l'autorité ou à la personne du roi sont de plus en plus sévèrement incriminés, et notamment sous le nom d'attentats. En témoigne le traité de Muyart de Vouglans, le dernier bilan de l'évolution du droit avant la Révolution¹³. Il y détaille, en tête des « différentes espèces de crimes », les « crimes de lèse-majesté divine », d'abord, puis les « crimes de lèse-majesté humaine », eux-mêmes hiérarchisés en deux catégories ; « au premier chef », les crimes les plus graves sont 1° « l'attentat commis directement contre la personne du Roi » ; 2° « l'attentat contre la personne de la Reine et des enfants de France » ; 3° « l'attentat contre la personne des principaux officiers du souverain » ; enfin 4° « l'attentat contre la souveraineté et la sûreté de l'Etat », crime aussi « connu » sous d'autres noms comme « ceux de *Haute trahison* ou de *Crime d'Etat* », de « *Conspiration*, *Machination* ou *Entreprise contre la République du Royaume* »...
- 8 Même si le mot n'apparaît plus dans l'énumération des crimes de lèse-majesté « au second chef » – qui recouvrent des attaques plus indirectes contre « l'honneur et la dignité de [la] couronne », ou des rébellions de moindre envergure – la notion d'attentat paraît ici assez extensive. On voit bien qu'elle déborde le seul régicide, qui n'en est que la forme paroxystique, en même temps qu'emblématique, si l'on songe à « l'attentat de Châtel » ou à « l'attentat de Damiens ». « Il a attenté le plus grand de tous les crimes en la personne de son Roi », écrivait Vaugelas, mort en 1650, repris par Richelet pour illustrer le mot « Atenter [*sic*] ». En 1731, l'abbé Prévost parle même de l'exécution de Charles I^{er}, après des années de « divisions civiles » et de subversion en Angleterre, comme d'un « attentat qui surpassait tous les autres, et auquel on n'a point encore donné de nom particulier dans aucun langage, par cette raison sans doute qu'il n'y en a point d'assez horrible pour le bien exprimer »¹⁴.
- 9 Donné d'abord comme « tentative criminelle » et notamment comme entreprise homicide, l'attentat en vient à désigner le crime le plus inexcusable, la révolte ouverte

contre une souveraineté sacralisée, la tentation subversive dont la faute primordiale d'Adam peut donner le modèle : « Depuis ce jour Adam, déchu de son état, / D'un tribut de douleurs paya son attentat. » (Boileau, *Épîtres*, III). L'histoire du droit explique bien ce glissement : avant que le terme « tentative » ne s'impose – sous la Révolution française – on parlait en effet d'attentat pour désigner l'action criminelle non consommée, quelle qu'elle soit¹⁵. A ce titre de simple tentative, l'attentat est en principe moins puni que le crime consommé (surtout si l'infracteur a lui-même interrompu son acte), sauf toutefois dans certains cas particulièrement « atroces », où la seule tentative vaut consommation. Ainsi pour l'assassinat, en particulier commis par le poison, ou encore pour l'incendie criminel ; mais c'est surtout en matière de lèse-majesté que l'attentat – voire la simple résolution d'agir – ne se distingue plus du crime et entraîne à lui seul les peines les plus dures. Dès lors, note Alain Prothais, « l'usage est venu d'entendre par attentat le crime atroce lui-même sous toutes ses formes punissables », jusqu'à désigner « un grand crime tout simplement », et avant tout un crime de lèse-majesté « au premier chef »¹⁶. Cet usage fort coexiste durant tout l'Ancien Régime avec l'usage plus général, « double régime » dont témoigne bien la notice de Furetière, qui porte, juste après la première définition : « On punit de mort cruelle les attentats contre les personnes sacrées », puis « Il ne s'est pas trouvé coupable de meurtre, mais d'un simple attentat sans exécution, le cas est remissible ». L'attentat désigne donc d'abord une tentative criminelle, puis (et surtout, dans le langage courant) le crime que la simple tentative suffit à constituer comme tel, et qu'elle définit comme aussi vain dans son effet (puisqu'il ne saurait être qu'une tentative) que scandaleux dans son intention¹⁷.

Diversification des usages

- 10 Du droit ancien et de l'usage classique, il ressort que l'attentat est donc une tentative de crime, suffisamment grave pour constituer à elle seule un crime, et plus spécialement un crime politique, une remise en cause de l'autorité souveraine. Toutefois, au cours du XVII^e siècle, le terme est susceptible d'emplois de plus en plus variés, qui finissent par élargir son sens, jusqu'à désigner, comme le résume le *Trésor de la Langue française*, tout acte « qui va à l'encontre de l'autorité d'une personne ou d'un principe », que cette autorité soit juridiquement fondée ou non.
- 11 Le dictionnaire de Furetière peut servir de premier guide. Dès sa 1^{re} édition (1690), il attire l'attention sur un usage juridique second et plus technique du mot : « En termes de Palais, écrit-il, [attentat] se dit figurément de ce qui est fait contre l'autorité des supérieurs et de leur juridiction », et l'adjectif « attentatoire » – qui fait alors son apparition – n'a pas d'autre sens que de désigner « des procédures et des jugements qui se font au préjudice des défenses des Juges supérieurs [...] »¹⁸. En 1694, l'Académie signale pour sa part – et jusqu'à la 8^e édition (1932) de son dictionnaire – qu'« empêcher l'exécution d'un arrêt, c'est un attentat ». Autrement dit, l'attentat peut se commettre à l'encontre d'une autorité déléguée, et notamment des « cours souveraines » du royaume, qui rendent la justice au nom du roi. On reste dans l'orbite élargie de la notion de lèse-majesté, mais non sans une ambiguïté que l'opposition des parlements au gouvernement de Louis XV rendra patente.
- 12 Dans la réédition de 1727, le même dictionnaire précise aussi qu'« [attentat] se dit figurément de toutes sortes d'entreprises hardies, d'usurpations sur les droits d'autrui », ce qui rend assez bien compte d'une extension continue de l'usage du mot, applicable à

toute sorte d'actes ou de discours qui font scandale, de transgressions plus encore illégitimes qu'illégales. Parmi celles-ci, l'avance sexuelle figure en bonne place, selon un *crescendo* qui conduit de l'ambiguïté galante¹⁹ à la témérité libertine²⁰ et jusqu'au viol chez Sade ; à son « œil d'attentat » se reconnaît le satyre²¹. Dans le même temps se précise aussi son pendant répressif, l'« attentat contre la pudeur », attesté dans le traité juridique de Domat (1697) comme l'une des espèces de « crimes et délits » réprimés²². Dans la réédition de Furetière de 1727, le viol est lui-même défini comme « attentat à la pudeur d'une femme », et à ce titre « crime capital » ; l'expression est reprise dans les décennies qui suivent, avant d'entrer dans le Code pénal en 1810, et de s'affirmer, avec « l'attentat aux mœurs », comme le principal concurrent, dans l'usage, de l'attentat politique.

- 13 Mais les transgressions désignées comme « attentats » peuvent aussi être bien plus abstraites et viser des autorités ou des principes d'ordre spirituel ou intellectuel, notamment au sein des controverses religieuses et philosophiques qui marquent les XVII^e et XVIII^e siècles. Pascal évoque par exemple, dans la 3^e lettre des *Provinciales* (1656), « les cabales, les factions, les erreurs, les schismes, les attentats qu'on reproche depuis si longtemps » aux jansénistes, accusés d'impiété voire d'hérésie²³. Ces accusations, Pascal les réfute et les retourne à l'adresse des jésuites, dont les « attentats contre la vérité » ne sauraient eux-mêmes rester impunis, et notamment leurs arrangements avec la morale la plus rigoureuse (lettre 13). De l'autre côté, défendant la « soumission qui est due » à l'Eglise, le prédicateur jésuite Bourdaloue, contemporain de Louis XIV, écrit que « refuser de souscrire » à « une vérité si authentiquement reconnue » que la nécessité de cette obéissance, constitue « une révolte, un attentat insoutenable »²⁴.
- 14 Passant des catégories répressives de la lèse-majesté divine (l'attentat à la religion²⁵), à la dispute philosophique, l'attentat connaît ainsi une forme de dématérialisation, dans un usage qui ne cesse de s'affirmer dans la littérature du XVIII^e siècle. « C'est une impiété de censurer l'ordre de la providence, et un attentat à la divinité que d'en vouloir pénétrer le ministère », écrit par exemple Le Maître de Claville à l'intention des jeunes gens, dans un fameux traité de morale publié en 1734²⁶. La faute morale est toujours constituée, de l'ordre de l'insoumission et du péché d'orgueil, mais le caractère proprement criminel de l'attentat devient, dans cet emploi figuré, de plus en plus indirect et virtuel, sa condamnation relevant de l'éthique plutôt que du droit. Dans ce registre, on peut parler par exemple des « attentats de la médisance » (selon une formule que Furetière attribue à Saint-Evremond) ou de la calomnie²⁷, ou encore, de manière très générale, des « attentats du méchant » contre « l'honnête homme » (Diderot²⁸).
- 15 Le mot « attentat » entre aussi dans l'ordre de l'esthétique, où il peut prendre un tour plus hyperbolique, et éventuellement plus ou moins ironique. La fameuse formule de Boileau, selon laquelle « la satire [...] souvent, à l'aide d'un bon mot Va venger la raison des attentats d'un sot » (*Satire*, IX, 1667), en est l'illustration canonique, reprise dans tous les dictionnaires jusqu'à nos jours. Dans ce texte, d'ailleurs, le poète commence par se plaindre des attaques excessives qu'il subit de la part des « rimeurs blessés » par ses railleries : « Vous les verrez bientôt, féconds en impostures, Amasser contre vous des volumes d'injures ; Traiter en vos écrits chaque vers d'attentat, Et d'un mot innocent faire un crime d'Etat. » Mauvaise foi manifeste de ceux qui n'acceptent pas le libre examen de leurs écrits... Reste que le réemploi du mot « attentat » contre la « sottise » de ses adversaires, n'était sans doute pas propice à une dédramatisation. S'estimant objets d'attentats, les victimes de la satire paraissent confirmer en tout cas leur suffisance, comme le Lysandre dont se moque Molière dans *La Critique de l'Ecole des femmes* (1663,

scène VI), parce qu'il « veut qu'on le consulte sur toutes les affaires d'esprit » : « Toute approbation qui marche devant la sienne est un attentat sur ses lumières. »

- 16 Cette extension du sens se poursuit jusqu'au premier XIX^e siècle : à la fin des années 1860, Larousse signale que le mot attentat, « par exagération », signifie « violation de ce qui doit être respecté », et illustre ce second sens, non sans malice, par une citation du jeune Hugo, encore respectueux du vieux dictionnaire : « Toute innovation contraire [...] au génie de notre langue, doit être signalée comme un attentat aux premiers principes du goût. » L'œuvre de Balzac atteste aussi de possibles usages figurés, et même plaisants, même s'ils sont très minoritaires dans les 54 occurrences du mot qu'on y rencontre. Ainsi, le romancier évoque les « attentats odieux sur les matières premières » imputables au « bas commerce », victime il est vrai d'une implacable concurrence (*Splendeurs et misères des courtisanes*, 2^e partie) ; ou encore justifie l'abandon du titre « Les Deux Amis » pour *Le Cousin Pons*, au motif que c'eût été « comme un attentat littéraire » envers « la divine fable de La Fontaine », formule où l'on peut entendre un lointain écho de la préface de *Sophonisbe* (1663), dans laquelle Corneille, sans doute ironique, se défendait d'avoir voulu, en reprenant une intrigue antérieurement traitée par Jean Mairet, pourfendeur féroce du *Cid*, « faire un pillage sur lui, et comme un attentat sur sa gloire ».
- 17 Ainsi se multiplient, dans un jeu constant avec le sens juridique et politique du terme, les emplois dérivés du terme « attentat ». Des formes très diverses d'attentat sont donc possibles, bien au-delà de ceux que prévoit le droit pénal : or cette diversification des emplois accompagne aussi la montée en puissance d'une critique radicale des pouvoirs et de leurs abus.

Attentat d'en bas, attentat d'en haut

- 18 Etudiant le sort des mots « conjuration » et « conspiration » du XVI^e au XVIII^e siècles, Jean-Claude Waquet montre qu'à mesure que la monarchie s'affirme, et avec elle « une conception toute verticale de l'économie des pouvoirs, centrée sur l'Etat souverain », l'usage de ces mots tend à les cantonner dans le registre de la subversion condamnable et vaine²⁹. Les dictionnaires en particulier, n'hésitant pas, selon l'historien lui-même, à « attenter à l'indomptable liberté des mots », prescrivent un usage univoque de termes qui ne sauraient s'appliquer au souverain lui-même : ils « ne prévoient pas de conspiration ourdie par l'autorité légitime ». En revanche, le terme complot conserve bel et bien des emplois variés et « licencieux » – c'est notamment le célèbre exemple du « complot de famine » imputé aux puissants. De la même façon, le mot « attentat », susceptible d'usages de plus en plus divers, s'il s'applique, dans l'ordre politique, avant tout aux ennemis du prince, peut aussi se retourner contre lui et stigmatiser un exercice tyrannique du pouvoir.

L'attentat tyrannique

- 19 Il faut du reste nuancer l'apologie du pouvoir fort dans la pensée politique du XVII^e siècle, telle que la lexicographie en porte témoignage³⁰. Si elle est susceptible de créer un consensus, c'est parce que la monarchie, aussi « absolue » qu'elle soit, est perçue comme un « bon gouvernement », respectueux de « lois fondamentales » et garant d'une forme de « liberté publique » associée à l'ordre et à la paix³¹. Or dès 1694, le dictionnaire de l'Académie fait justement de cette « liberté publique » une cible privilégiée de l'attentat³²,

d'avantage encore que la personne du souverain lui-même³³. La formule « attentat contre la liberté publique » se retrouve ensuite dans la réédition du dictionnaire de Furetière en 1727. Certes, l'expression est très générale, mais elle laisse cependant planer une incertitude sur l'origine de l'attentat et une équivoque sur son sens.

- 20 Un nouveau retour sur le théâtre du XVII^e siècle permet de saisir cette ambivalence possible du terme avant même les Lumières. Chez Corneille, et même chez Racine, l'attentat peut en effet caractériser aussi bien l'abus de pouvoir, la violence d'une autorité qui devient tyrannique, que la révolte contre le souverain. Ainsi dans *Cinna* (1642), le personnage éponyme rassure Auguste qui, devenu « monarque », doute de sa légitimité : « Vous l'êtes justement [monarque], et c'est sans attentat / Que vous avez changé la forme de l'Etat. » (II, 1) L'hypothèse d'un pouvoir fondé sur un « attentat », ici réfutée, se précise en revanche dans *Nicomède* (1651) : « Tout ce peuple a des yeux pour voir quel attentat / Font sur le bien public les maximes d'Etat », lance Laodice en refusant de céder aux menaces du roi de Bithynie (III, 2). La critique de la raison d'Etat permet aussi de qualifier d'« illustre » un attentat ouvertement subversif, comme c'est le cas dans *Théodore* (1646), lorsqu'il s'agit de sauver la vierge et pieuse héroïne de la persécution anti-chrétienne. La formule est bien paradoxale, car les qualificatifs de l'attentat sont presque toujours négatifs, tels que « noir »³⁴, ou encore « lâche », « horrible » ou « funeste ». Elle étonne d'ailleurs Voltaire lorsqu'il la relève dans la « comédie héroïque » *Don Sanche*, en 1651, à propos du « sacrifice » que consent la reine Isabelle, en se mariant contre son vœu pour donner un roi à son pays³⁵ - ici, c'est plutôt la raison d'Etat qui justifie l'attentat à une liberté individuelle.
- 21 Que l'attentat puisse procéder du pouvoir tyrannique autant que du sujet révolté, c'est aussi ce qui ressort de *Britannicus*, même si le problème est posé avant tout sur un plan psychologique ; car si le « crime d'Etat » qui justifierait l'enlèvement de Junie est évidemment inexistant, cet acte arbitraire ordonné par Néron est bien lui-même qualifié d'emblée d'attentat, de même que le meurtre final de Britannicus, dans lequel l'honnête Burrhus déplore un « triste attentat, gage trop certain des malheurs de l'Etat » (V, 7). Basculant dans la folie et le despotisme, Néron porte la responsabilité de ce dérèglement de l'Etat, lui qui « ne jugea de l'étendue de sa puissance que par l'énormité de ses attentats », comme l'écrit Mably en 1740³⁶. Du XVII^e au XVIII^e siècle, l'attentat subversif se trouve progressivement comme rattrapé par l'attentat répressif et liberticide, caractéristique du pouvoir illégitime, et Voltaire peut écrire dans *La Henriade* (1723) : « Guise attenta, quel que fût son projet, Trop peu pour un tyran, mais trop pour un sujet. »
- 22 La mise en garde qu'adresse Fénelon au petit-fils de Louis XIV - « le despotisme tyrannique des souverains est un attentat sur les droits de la fraternité humaine » (*Directions pour la conscience d'un roi*, suppl.) - inaugure le ton nouveau d'une critique du pouvoir, dont on peut suivre le progrès jusqu'à la Révolution³⁷. Associé à l'arbitraire, à l'oppression, au déni des droits naturels et des libertés fondamentales, l'attentat venu d'en haut viole les valeurs les plus hautes en même temps qu'il affecte les peuples ou l'humanité en général. La littérature des Lumières multiplie en ce sens les usages philosophiques et polémiques du terme. Les attentats sont imputés aux autorités qui sont plutôt censées les subir, tels que les papes et les rois, conjuguant « fanatisme » religieux et détestable « raison d'Etat »³⁸. On vilipende ainsi les coups de force des souverains médiévaux, et notamment les « heureux attentats » du plus moderne d'entre eux, Louis XI, qui jettent directement le doute sur les fondements de la monarchie³⁹.

- 23 Ce type d'usage pénètre bien sûr de plus en plus dans l'arène politique, traversant les polémiques du siècle, en particulier le conflit qui oppose les jansénistes et leurs soutiens à l'Eglise et au gouvernement royal. Retraçant en 1755 le destin de Port-Royal, Pierre Guilbert s'en prend ainsi à la bulle pontificale qui, en 1708, ordonne la fermeture de l'inflexible abbaye, dont il inventorie pas moins de 18 « attentats à toutes sortes de droits, & particulièrement à ceux de l'Eglise gallicane et à ses libertés » ; plus loin, la persécution de Port-Royal apparaît comme un « outrage fait à Dieu » et un « attentat contre l'humanité », dans lequel le roi de France a secondé Rome⁴⁰. L'emploi général se conjugue étroitement avec les divers sens plus techniques du mot, auxquels sont rompus les juristes jansénistes. En 1739, les avocats parisiens parlent de « réprimer les attentats des ecclésiastiques » qui refusent les sacrements⁴¹ ; vingt ans plus tard, l'inventaire des multiples « attentats » imputables aux jésuites milite pour leur expulsion⁴² : en s'y opposant, les « apologistes » de la « Société » y ajoutent d'ailleurs un nouvel « attentat séditieux envers le Corps de la Magistrature & envers le souverain même », qui l'ont jugée nécessaire⁴³.
- 24 Dans l'opposition entre le roi et les parlements, le mot « attentat » peut manifestement servir dans les deux sens. Le 9 août 1756, à propos d'un arrêt du parlement de Rouen fort peu respectueux de « l'autorité monarchique », le marquis d'Argenson note que cet « attentat » ne doit pas rester « sans vindicte ». Cet auteur, comme Barbier, autre diariste contemporain, n'emploie d'ailleurs « attentat », plutôt au singulier, qu'à propos de la fronde parlementaire ou surtout à propos de Damiens ou d'autres agressions contre des monarques européens. Mais les parlementaires n'hésitent pas de leur côté à se plaindre publiquement des « attentats » – le pluriel l'emporte alors – qu'ils subissent de la part des ministres⁴⁴. En 1770, Malesherbes, proteste ainsi, au nom de la Cour des Aides, contre des « attentats répétés » à la « liberté publique » qui mettent les magistrats « dans la nécessité de rappeler [au roi] les lois fondamentales de toute monarchie et les véritables principes du gouvernement français ».
- 25 Sans doute ne faut-il pas extrapoler la généralisation d'un sens polémique du mot, alors même que l'événement de 1757 réactive momentanément la déploration, la condamnation – et sans doute aussi le pouvoir de fascination – du régicide. Reste que le retour en force de l'usage littéraire d'« attentat » entre 1750 et 1800, après quelques décennies de relatif recul, coïncide avec une montée manifeste de la critique du pouvoir. On en proposera comme témoin le *Tableau de Paris* de Mercier, où le terme est employé une vingtaine de fois dans des sens très variés. « A Rome, lit-on dans le chapitre 515, les barbares portèrent leurs attentats jusque sur la langue [latine] », qu'ils « mutilèrent »... Mais les attentats sont surtout attribués aux « millionnaires » affameurs du peuple, aux inspecteurs de police trop zélés, aux professeurs des collèges qui humilient leurs élèves, et de manière plus abstraite à « l'opulence », au « luxe », au « fanatisme », à la censure (qui attende « aux plaisirs d'une nation vive » mais aussi « au droit naturel de la société »), ou encore au « fisc dévastateur », qui voue les peuples à la pauvreté et à la « superstition »⁴⁵... A l'inverse, la liberté de la presse est ironiquement reconnue « attentatoire à l'autorité », tandis que l'importation clandestine d'une paire de souliers neufs à Paris est qualifiée d'« attentat à la cordonnerie parisienne »⁴⁶. Autant les attentats venus de puissances abusives ont de lourdes conséquences, autant les attentats dénoncés par le pouvoir paraissent douteux : c'est parce qu'il sait « qu'on métamorphoserait en attentat séditieux, en révolte illégitime, la contradiction la plus légère, la moindre impatience », que le peuple de Paris se tient, selon Mercier, à l'écart des questions politiques⁴⁷. Dans son

sens juridique et politique classique de révolte et de lèse-majesté, la notion d'attentat fait ainsi figure d'artifice autoritaire et inique, excessivement extensif, tandis que son retournement contre les pouvoirs accompagne bien le mouvement du siècle.

- 26 Le terme est donc pris dans les « combats pour la souveraineté » qui précèdent puis constituent la Révolution : la montée d'un « climat attentatoire » s'accompagne d'une mise en cause des attentats liberticides des pouvoirs constitués⁴⁸. Dans la continuité des cahiers de doléances, le Code pénal de 1791 enregistre, de manière très nouvelle, la volonté de prémunir autant les citoyens contre l'Etat que celui-ci contre les actes subversifs⁴⁹. Les « crimes et attentats contre la chose publique » y viennent au premier rang des incriminations (titre I de la 2^e partie), protégeant tout à la fois la « sûreté de l'Etat » et « la Constitution », avec les libertés qu'elle garantit. La personne royale continue à bénéficier d'un régime spécial – section II, art. 1 : « Tous complots et attentats contre la personne du roi, du régent ou de l'héritier présomptif seront punis de mort » –, mais on est loin du caractère extensif de l'ancienne lèse-majesté, en partie transféré sur « l'Etat » impersonnel, ou mieux encore sur la nation⁵⁰. Ainsi, le Corps législatif n'est pas moins protégé que le monarque – section III, art. 4 : « Tous attentats pour empêcher la réunion ou pour opérer la dissolution du Corps législatif [...], [ainsi que] tous attentats contre la liberté individuelle d'un de ses membres seront punis de mort »⁵¹ et art. 6 : « Quiconque aura commis l'attentat d'investir d'hommes armés le lieu des séances du Corps législatif [...] sera puni de mort ». Plus loin, l'article 19 prévoit enfin la punition par plusieurs années de « gêne » de « tout attentat contre la liberté individuelle », c'est-à-dire l'arrestation et la détention sans fondement légal.
- 27 Certes, le roi demeure inviolable, et le sens classique de la subversion se maintient aux yeux des royalistes : une pièce anonyme consécutive aux émeutes des 5 et 6 octobre 1789 s'intitule ainsi clairement *L'Attentat de Versailles ou la Clémence de Louis XVI*. En 1792, un député provençal parle de la tentative d'invasion des Tuileries, le 20 juin, comme d'un « attentat »⁵², tandis que le manifeste de Brunswick voue aux « supplices mérités » les nouveaux « attentats » dont la famille royale pourrait être l'objet. Au bout du compte, c'est pourtant bien Louis XVI qui est condamné par la Convention pour « conspiration contre la liberté et attentats contre la sûreté générale de l'Etat ». L'exécution du roi signe l'aboutissement d'un rapide transfert de souveraineté, dont la reprise du mot « attentat » souligne la radicalité mais aussi l'ambiguïté : le ci-devant monarque est-il condamné comme tyran ennemi du bien public ou comme simple sujet subversif ? Au-delà même des menées contre-révolutionnaires imputables à Louis XVI, c'est bien la royauté elle-même, assimilée à la tyrannie, qui est réputée, dans le discours républicain, attentatoire à la souveraineté du peuple. Le maintien, par la Constituante, de la royauté héréditaire au profit de la famille régnante, peut être ainsi qualifié de « lâche attentat », encore aggravé par le droit de veto⁵³.
- 28 Dans ses discours, Robespierre se montre, comme Marat, relativement grand utilisateur du mot « attentat »⁵⁴, toujours dans le sens d'une dénonciation des pouvoirs anciens (ministres, intendants, aristocrates...), basculant dans une nouvelle forme de subversion, le crime de lèse-nation. Exemplaire à cet égard, le discours contre Louis XVI s'indigne de ce que « des écrits insolents [en faveur du roi], précurseurs de tous les attentats, inondent la cité » ; mais, en ce moment crucial du transfert de la souveraineté, c'est d'un système d'oppression qu'on fait le procès : « jusqu'ici, l'art de gouverner n'a été que l'art de dépouiller et d'asservir le grand nombre [...] ; et la législation le moyen de réduire ces attentats en système ». Allant plus loin que le Code pénal (qui a vite rencontré ses

limites), Robespierre estime, dans la discussion sur la Constitution républicaine, que « le pouvoir de réprimer les attentats du gouvernement doit retourner au [peuple] souverain ». Pourtant, la mise en application de ce principe démocratique paraît difficile et doit être retardée, comme on le sait ; très répressif, le gouvernement révolutionnaire s'expose à l'accusation d'attenter lui-même à des principes fondamentaux. La République ne garantit pas de la tyrannie et de ses attentats : pour l'avoir insinué assez clairement, Marie-Joseph Chénier, pourtant proche des montagnards, voit sa pièce *Timoléon* brusquement interdite au début de 1794. Rendu célèbre par son *Charles IX* en 1789, où il avertissait *in fine* que « les attentats des rois ne sont pas impunis ! », Chénier s'était fait une spécialité de dénoncer les « attentats commis par le glaive des lois »⁵⁵.

- 29 Dans la Révolution, l'ambivalence du terme, synonyme de révolte ou d'agression sacrilège (contre le souverain quel qu'il soit) mais aussi d'abus de pouvoir, atteint ainsi une sorte de paroxysme avec le jugement du roi et l'établissement d'un droit, libéral puis républicain, qui entend réprimer l'attentat d'où qu'il provienne, y compris « du gouvernement ». Ce qui apparaît comme une ambition intenable, comme le dit Mignet dans son *Histoire de la Révolution française* (1824), à propos de la Constitution de l'an III : exemplaire à ses yeux sur le plan théorique, puisqu'elle « prévenait » à la fois « les violences populaires » – elles-mêmes susceptibles d'être appelées « attentats » – et « les attentats du pouvoir », elle est néanmoins vouée à l'échec, car le Directoire ne cesse de la violer impunément. Dans la pratique juridique, l'attentat répressif ne peut guère être réprimé qu'après coup, si une révolution ou un coup de force, lavés par le succès du nom d'attentat, change radicalement la donne. De fait, la guerre civile et la rapide succession de régimes et de légitimités permet de faire jouer constamment l'équivoque dans l'usage, de dénoncer plus que jamais toute sorte d'attentats.

Retour à l'ordre

- 30 Au XIX^e siècle, « attentat », au sens politique, reste un terme ambivalent et objet d'appropriations contradictoires ; mais s'amorce aussi, dès le Consulat et l'Empire, une évolution qui restreint peu à peu son usage dans un sens strictement subversif, et de surcroît meurtrier. On peut voir là l'effet de la progressive stabilisation politique de la France, sur les fondations de l'Etat napoléonien, et dans un cadre libéral finalement entériné par la III^e République. La dénonciation de l'attentat « d'en haut » perd d'autant plus son sens que les attentats « d'en bas », dans le même temps, paraissent se multiplier et en quelque sorte s'amplifier, tandis que le désir de « protéger l'Etat » s'affiche en priorité du droit pénal⁵⁶. Le reflux de l'ambivalence accompagne dès lors une relative raréfaction du mot, bien sensible dans le corpus littéraire, des années 1800 jusque vers 1880 (sa fréquence relative est trois fois moins forte que dans le second XVIII^e siècle).
- 31 Le Code pénal de 1810 (en vigueur, avec des modifications successives, jusqu'en 1994) confirme déjà un rétrécissement du sens et de l'usage juridique du mot. La notion d'attentat perd définitivement sa valeur générale, abandonnée depuis la loi du 22 prairial an IV (10 juin 1796) au profit de « tentative ». L'attentat « survit » pourtant dans un emploi spécial, réservé à certains crimes, dispersés dans le code, essentiellement en matière de sûreté de l'Etat et de « mœurs », ainsi que dans la définition de l'empoisonnement (« tout attentat à la vie d'une personne, par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement... »). Sont ainsi toujours qualifiés d'attentats des actes que le code entend réprimer très préventivement, au stade du

« commencement d'exécution » et indépendamment de leur « consommation ». Comme l'explique Alain Prothais, « ce n'est pas la violence qui caractérise l'attentat mais l'importance spéciale de la valeur en jeu », qui justifie un régime d'incrimination renforcée de la tentative, sans que l'usage du mot réponde au demeurant à un critère très clair. On constate d'ailleurs que l'usage peut continuer à désigner comme attentats toute sorte de crimes de droit commun, qu'ils soient particulièrement sanglants ou « horribles »⁵⁷, ou au contraire essentiellement symboliques, comme la diffamation ou l'adultère⁵⁸. « Il n'est pas de magistrat [...] qui n'avoue que la justice ne punit pas la moitié des attentats commis », écrit encore Balzac dans *Splendeurs et misères des courtisanes*.

- 32 Moins employé, le mot conserve cependant une valeur forte, qui le place en tête des transgressions soumises à la loi pénale. Sous le nom d'attentats, un certain nombre de crimes politiques sont prévus, et sévèrement punis, parmi les « crimes contre la chose publique » (titre I du livre III⁵⁹), principalement dans la section II du chapitre I, qui protège la « sûreté intérieure de l'Etat ». Il s'agit d'abord des « attentats et complots dirigés contre l'Empereur et sa famille » (art. 86-88⁶⁰), l'« entreprise contre la personne » du monarque étant de nouveau qualifiée de « lèse-majesté » et entraînant une peine capitale aggravée. Viennent juste après les « attentats » mettant en cause la forme du gouvernement, l'ordre de successibilité au trône, ou bravant « l'autorité impériale » par la révolte armée ; dans l'article 91, c'est encore « l'attentat ou le complot dont le but sera, soit d'exciter la guerre civile [...] soit de porter la dévastation, le massacre ou le pillage » qui est réprimé. On retrouve là assez largement le sens traditionnel de l'attentat politique comme subversion grave de l'ordre monarchique, de la sédition armée jusqu'au régicide, plus particulièrement mis en vedette, distinguée de formes d'insoumission plus locales, comme rébellions et outrages, énumérés dans la suite du code (« Crimes et délits contre la paix publique »).
- 33 La logique autoritaire perceptible sous le Consulat s'accroît encore avec l'Empire, et en 1810, les « attentats » ne peuvent plus guère viser que le pouvoir exécutif. Pourtant, dans le chapitre II de ce même titre 1 du livre III – « Des crimes et délits contre les constitutions de l'empire » – sont prévus des « attentats à la liberté » (et aux « droits civiques ») que pourraient subir les citoyens de la part d'agents de l'Etat. L'esprit libéral de 1789-1791 n'est ainsi pas totalement oublié, mais il est nettement battu en brèche, d'autant que cet article sur les « attentats à la liberté » se révélera très peu opératoire⁶¹. Plus largement, même si les « crimes et délits » imputables aux fonctionnaires, tels que forfaiture, concussion, corruption, etc., sont longuement envisagés, la répression des abus de pouvoir, ou des excès de zèle, est beaucoup moins forte qu'en 1791, et elle ignore pratiquement le mot attentat.
- 34 L'usage ne s'adapte évidemment pas d'emblée à la terminologie juridique. Dans le sillage des Lumières, l'emploi philosophique du terme se maintient, par exemple chez Destutt de Tracy refusant à un gouvernement le droit d'« enlever d'autorité les enfants à leurs parents, pour les élever et en disposer sans leur participation », car « c'est un attentat contre les sentiments naturels, et la société doit suivre la nature et non l'étouffer »⁶². La dénonciation de l'attentat répressif, surtout, se poursuit à l'encontre de la dictature impériale : Benjamin Constant écrit ainsi en 1813, qu'« une guerre inutile est aujourd'hui le plus grand attentat qu'un gouvernement puisse commettre »⁶³, et il critique de surcroît l'application du terme à « toute opinion contraire » aux décisions du pouvoir⁶⁴. Sans surprise, cet usage anti-napoléonien marque aussi la Restauration, dès 1814 – avec par exemple la *Dénonciation au Roi et à l'opinion publique d'iniquités et d'attentats commis sous le*

préfet de police Dubois de Lauze de Péret –, et plus encore en 1815, après le vol de l'Aigle : Ney est condamné pour « haute trahison et attentat contre la sûreté de l'Etat », Lavalette pour « complicité dans l'attentat qui a ramené l'usurpateur en France ». Or si les attentats bonapartistes de 1815 sont bien subversifs par rapport à la monarchie restaurée – ce n'est pas tellement l'exercice du pouvoir pendant les Cent-Jours qui est incriminé –, ils s'inscrivent aussi clairement dans le prolongement des abus du pouvoir révolutionnaire et impérial, « l'attentat du 21 janvier » en particulier, ou l'exécution du duc d'Enghien⁶⁵. Témoin ambigu de l'usage, le Dictionnaire de l'Académie ignore le Code pénal et continue, dans sa 6^e édition (1835), à donner une place privilégiée à l'« attentat contre la liberté publique » voire à l'attentat aux « droits » et aux « privilèges » ; la phrase « Ce tyran fut puni de tous ses attentats » fait même irruption dans la notice – faut-il y voir une allusion à Robespierre ou à Napoléon ?

- 35 La dénonciation de l'attentat répressif marque pourtant un net recul avec les monarchies censitaires, relativement libérales. Le catalogue de la BNF montre bien le primat désormais écrasant du sens subversif : la quasi-totalité des titres d'imprimés contenant le mot « attentat(s) » portent sur des tentatives de complot, de soulèvement ou de régicide, jugées par diverses juridictions. Ainsi des malheureux « patriotes » de 1816, victimes d'une provocation policière, et guillotins, après avoir eu le poing tranché, pour « crime de lèse-majesté et attentat au gouvernement ». Toutes les formes d'effraction dans le régime censitaire paraissent finalement susceptibles d'être appelées « attentat », depuis l'assassinat du duc de Berry par Louvel, ce « grand » attentat de la Restauration, jusqu'à des agressions plus symboliques contre le pouvoir, comme une lettre ou un placard anonymes et « séditieux »⁶⁶. Dans l'esprit des autorités royalistes, en butte à une multitude de gestes d'hostilité ou de dérision, tout se tient, des « maximes séditieuses qui excitent la révolte » jusqu'aux « explosions consommées ou préparées dans le palais de nos rois », pour citer un procureur général de 1820⁶⁷.
- 36 Bien plus encore que la Restauration, la Monarchie de Juillet accuse la rupture dans l'histoire du mot, par une focalisation sans précédent sur des agressions contre le roi. Avec deux cents notices, la période 1830-1848 regroupe le tiers des titres d'imprimés français contenant le mot « attentat » et postérieurs à 1800, ce qui représente une moyenne annuelle quatre fois supérieure à ce qu'elle est entre 1800 et 2010 ; c'est un écart considérable, même s'il est un peu diminué par la prise en compte du pluriel, significativement moins fréquent au XIX^e siècle⁶⁸. Parmi divers attentats contre la sûreté de l'Etat, souvent jugés par la Cour des pairs, si l'on relève les insurrections des années 1830 et les coups de force de Louis Napoléon Bonaparte, ce sont surtout les tentatives de régicide qui frappent par leur répétition, au point qu'elles finissent par être numérotées⁶⁹, et parfois désignées par simple apposition du nom du régicide, par exemple par Etienne Cabet lorsqu'il publie, en 1841, son *Pourvoi en cassation devant la postérité contre l'arrêt de la Cour des Pairs sur l'attentat Quenisset*. Parmi ces tentatives dont la portée est généralement limitée, « l'attentat Fieschi »⁷⁰ du 28 juillet 1835, le seul qui soit véritablement meurtrier, tient l'incontestable vedette : une quarantaine de notices l'évoquent comme « attentat » dans le Catalogue de la BNF, nombre qui n'est égalé, au XIX^e siècle, que par l'attentat d'Orsini (14 janvier 1858)⁷¹.
- 37 Sans nul doute ces événements retentissants contribuent-ils à ancrer davantage, dès le deuxième tiers du siècle, le sens subversif et meurtrier du terme, de telle sorte que d'autres usages en deviennent plus difficiles, et notamment son retournement contre le pouvoir lui-même⁷². Ainsi le *Dictionnaire général de la politique* de Maurice Block (1864)

définit-il le terme comme une « tentative contre la vie du souverain », avant d'entrer plus en détail dans l'examen de la définition pénale⁷³. Plus complet, le *Grand dictionnaire universel* de Pierre Larousse (1866) voit dans l'attentat une « attaque violente dirigée contre l'ordre politique ou social, le souverain, sa famille, les personnes et les propriétés », avant d'évoquer l'« attentat à la sûreté de l'Etat » puis « à la vie de l'Empereur », puis encore « l'assassinat du président Lincoln », tout récent, comme « un des plus exécrables attentats dont l'histoire des peuples civilisés offre l'exemple ». Toutefois, Larousse n'omet pas « l'attentat contre des droits reconnus, contre des libertés publiques » et cite des auteurs libéraux qui condamnent comme « attentat » l'esclavage ou le despotisme. Le sens philosophique et répressif n'est donc pas totalement perdu ; on peut même constater que le coup d'Etat de Louis-Napoléon, puis son régime autoritaire, lui redonnent une certaine actualité.

Les derniers feux de l'ambivalence

- 38 Les républicains ne manquent pas, en effet, de vilipender « l'attentat du 2 décembre », tels Victor Schoelcher en ouverture de son *Histoire des crimes du 2 décembre* (Bruxelles, 1852), Auguste Blanqui dans une « proclamation du 20 février 1866 » ou Larousse lui-même, après 1870, dans la notice « Romieu (Auguste) » du *Grand dictionnaire universel*. C'est souligner, bien sûr, l'illégitimité fondamentale d'un pouvoir né d'une double violation de la Constitution et du serment présidentiel, en employant les termes mêmes de la légalité, que ce pouvoir ne se prive pas par ailleurs d'utiliser contre ceux qui le contestent⁷⁴. Félix Dupanloup lui-même, évêque libéral, mais certes pas républicain, le note dans son *Journal intime* en 1852 : « Vous appelez coup d'état ce qui réussit ; attentat ce qui ne réussit pas. Le succès, le succès, voilà ce qui décide de tout... »
- 39 Victor Hugo n'est pas le dernier à faire claquer le mot attentat à l'encontre de « Louis Bonaparte » ou de ses soutiens, et cela d'autant plus qu'il l'emploie, dès avant 1851, plus que la plupart des écrivains contemporains ; avec 174 occurrences, son œuvre abondante fournit près de la moitié (48 %) du total des années 1820-1880 dans Frantext⁷⁵. Une vingtaine au moins de ces emplois se rapportent directement au 2 décembre ou à ses suites – car « sous ce grand attentat, on distingue confusément une foule d'attentats »⁷⁶. Exhortant les soldats à la résistance, dès décembre 1851, il proclame : « le plus grand des attentats, c'est le drapeau levé contre la loi »⁷⁷. Dans *Châtiments*, en 1853, il fait toujours du coup d'Etat « le plus haut attentat que puisse faire un homme », un forfait quasi imprescriptible :
- « Le plus haut attentat que puisse faire un homme,
C'est de lier la France ou de garrotter Rome.
[...]
Assassiner la loi dans son temple frappée,
Mettre aux fers tout un peuple, est un crime odieux
Que Dieu, calme et rêveur, ne quitte pas des yeux. [...] »
- 40 La même année, dans un poème écrit « après la visite d'un bain » et publié bien plus tard, on lit : « La nuit produit l'erreur et l'erreur l'attentat »⁷⁸. L'attentat renvoie donc bien au crime en général – engendré par l'ignorance – dont le coup d'Etat figure la scandaleuse apothéose plutôt que l'antidote. Préférer clairement « attentat » à « coup d'Etat », c'est pour Hugo non seulement conserver la mémoire de la transgression qui fonde le régime et le marque d'infamie, mais aussi refuser de dissocier le politique du droit en général, affirmer que la même société qui exclut implacablement ses misérables,

plébiscite le cynisme. On sait comment l'écrivain exilé se charge de « châtier » le forfait, et de venger ainsi le droit des attentats de « Napoléon le Petit », en remuant le couteau dans la plaie originelle, point faible de ce régime par ailleurs si fort. Stigmatisant le Second Empire comme tyrannie, l'attentat initial peut se réactualiser sans cesse, comme dans le meurtre de Victor Noir par Pierre Bonaparte, en janvier 1870, que les républicains flétrissent et politisent en le qualifiant de « lâche attentat »⁷⁹.

- 41 La chute du Second Empire ne met certes pas un terme définitif à l'ambivalence du mot, que la guerre civile du printemps 1871 fait jouer à plein. Alors que Victor Hugo – toujours lui – exhorte en vain l'Assemblée de Bordeaux à ne pas « attenter à Paris » en refusant de réintégrer la capitale⁸⁰, la Commune se défend, pour sa part, « de prétendre à une dictature qui serait un attentat contre l'indépendance et la souveraineté des autres communes » (Manifeste du 19 avril 1871), et dénonce, par exemple, dans « la colonne impériale » de la place Vendôme, ce « symbole de la force brute et de la fausse gloire » voué à la démolition, « un attentat perpétuel à la fraternité ». Mais l'événement est lui-même rapidement « qualifié d'attentat contre l'Etat et contre la souveraineté populaire »⁸¹, et au-delà des diverses incriminations contre les communards, c'est du « monstrueux attentat qui a épouvanté notre malheureux pays » qu'est fait le procès⁸². La liquidation de la Commune et l'avènement de la République parlementaire accélèrent encore l'oblitération progressive de l'attentat venu d'en haut, dont la dénonciation tend à se confiner dans des courants contestataires en voie de marginalisation – l'extrême-gauche révolutionnaire⁸³ – ou de « ralliement » – les défenseurs de l'Eglise en butte aux « crimes de l'école laïque »⁸⁴.
- 42 Alors que le terme attentat s'emploie un peu plus fréquemment dans la langue littéraire à la fin du siècle⁸⁵, les citations illustrant le sens répressif sont de plus en plus exceptionnelles, et relèvent plus que jamais d'une langue soutenue, voire archaïsante⁸⁶. Il n'est certes pas sans intérêt de retrouver plusieurs fois le mot sous la plume de Clemenceau à propos de l'affaire Dreyfus et à l'encontre de l'état-major ou de la justice militaire⁸⁷ ; ou encore de lire chez Jaurès, en ouverture d'un important article : « La domination d'une classe est un attentat contre l'humanité⁸⁸. » L'évocation par le général de Gaulle, en novembre 1940, des « attentats commis à Vichy » (délivrant tout Français de ses devoirs à l'égard du « pseudo-gouvernement » de Pétain), ou encore, dans un discours d'août 1966 de « l'odieuse série d'attentats commis par les dictatures totalitaires contre l'indépendance des peuples »⁸⁹, signale bien le maintien possible au XX^e siècle d'un usage classique du terme. On en trouve quelques exemples plus récents encore, comme cette tribune publiée dans *Libération* le 19 novembre 2010, où le secrétaire général adjoint du Syndicat de la magistrature accuse la ministre de la Justice d'avoir, « par une simple circulaire, commis un attentat juridique d'une rare violence contre l'un des moyens les plus anciens et les plus efficaces de la contestation des Etats par les sociétés civiles, à savoir le boycott ».
- 43 Cette survivance lettrée ne doit pas faire illusion : comme le constate Sébastien Faure au début du long article consacré à l'« attentat » dans l'*Encyclopédie anarchiste* qu'il dirige au début des années 1930, l'attentat « d'en haut » n'est « ni prévu ni puni par la Société » et sa définition n'est plus guère accessible au grand nombre⁹⁰. Il en prend pour témoin le « grand Larousse » qui ne donne que la définition « classique » et « légale », autrement dit le « point de vue autoritaire », « aux antipodes » duquel la pensée anarchiste doit se situer⁹¹. Seule la tradition libertaire prolonge ainsi réellement un usage explicite et théorique de l'ambivalence, en affirmant une contre-définition de l'attentat comme

« atteinte portée à la liberté, au bien-être, à la vie, au bonheur désirable et possible d'un ou plusieurs individus », ce qui revient à relire toute l'histoire comme « un *attentat permanent* dirigé par les Gouvernements et les Riches, étroitement complices, contre [...] les classes déshéritées ». Le propos est d'autant plus vibrant qu'il s'agit aussi d'évoquer la tradition de violence « individualiste » qui a durablement associé l'attentat politique, à l'anarchisme et fait de celui-ci la première source du « terrorisme » moderne. Maintenir l'idée de l'attentat d'en haut permet de relativiser cette violence d'en bas, sinon de la justifier entièrement ; à l'inverse, la quasi-disparition de l'attentat répressif dans le cadre républicain ou démocratique, isole et redouble la stigmatisation de l'attentat subversif, aussi incompréhensible qu'illégitime. C'est sans doute bien justement avec le moment anarchiste que s'ouvre un dernier siècle du mot « attentat » marqué par une sensible restriction de sa polysémie.

Un mot sous contrainte

- 44 Le XX^e siècle voit s'accroître une limitation de l'usage amorcée au XIX^e : l'attentat apparaît désormais, de façon de plus en plus univoque, comme un acte violent et destructeur, dont le caractère « politique » est à la fois supposé et discutable. Avec l'ambivalence possible du mot, ce sont aussi des emplois généraux ou figurés qui reculent, voire disparaissent quasiment, pour ne plus laisser place qu'au crime sanglant caractéristique du « terrorisme » contemporain. Cette évolution accompagne manifestement l'avènement progressif de la bombe comme arme ou moyen typique de l'attentat politique – au point que, comme le note Alain Prothais en 1985, « le mot d'attentat seul est pratiquement synonyme d'attentat à l'explosif dans le langage courant »⁹². Sans cesser de s'appliquer à l'assassinat politique⁹³, le mot attentat en vient à désigner ainsi plus spécialement un nouveau type de meurtre, « aveugle » et massif, ce qui ne cesse d'alourdir son poids symbolique et tend à empêcher d'autres usages, y compris d'ailleurs dans le registre juridique lui-même.

Parler d'attentat à l'âge du « terrorisme »

- 45 Même si l'on peut en relativiser la nouveauté, l'« ère des attentats » anarchistes – de la fin des années 1870 jusqu'à la veille de la Grande guerre, avec un acmé au début des années 1890 – constitue sans doute une étape décisive dans cette spécification du mot « attentat ». Bien qu'il ait souvent pris la forme d'assassinats ciblés, le « terrorisme » anarchiste a d'emblée marqué les esprits par l'usage de la fameuse dynamite – dont la presse parisienne fait la « reine du jour » dès le printemps 1892⁹⁴ – et « comme relevant d'une forme de violence sans précédent : aveugle, absurde, [...], inassimilable »⁹⁵. Marqueur à la fois de modernité et d'une « crise de la modernité », face sombre de la « Belle Epoque », les bombes anarchistes sont opposées aux meurtres politiques « classiques », ciblés, dont le motif, à défaut d'être justifiable, s'expliquait encore. Même si son retentissement tient aussi du « phénomène médiatique », cette violence explosive en série s'inscrit à coup sûr dans l'imaginaire social du XX^e siècle naissant, associée à d'autres formes d'expression radicale de la révolte et de « propagande par le fait », comme le sabotage ouvrier⁹⁶, l'appel à la grève révolutionnaire ou à l'« action directe ». « Ô bombes de l'avenir... »⁹⁷ : s'il se pense comme l'étincelle de la révolution, l'attentat

anarchiste préfigure en acte – et non de façon seulement symbolique ou iconoclaste – l'effraction et le dynamitage désormais promis à la société bourgeoise⁹⁸.

- 46 On peut supposer en effet que cette montée en radicalité ne reste pas sans conséquence sur l'usage du mot, même si les indices que nous suivons ici ne permettent pas d'observer une rupture soudaine, puisque des emplois assez divers se maintiennent à la Belle Époque et jusque dans l'entre-deux-guerres. On peut encore désigner comme « attentat » un crime dont le caractère politique n'est pas évident, ou même clairement inexistant, comme la tentative de meurtre dont la « chambre jaune » de Gaston Leroux, utilisateur régulier du mot, est le mystérieux théâtre⁹⁹. Dans une pièce de Capus et Descaves, *L'Attentat* (1905), le mot s'applique à un crime passionnel – la tentative de meurtre d'un riche et cynique député socialiste par un jeune homme idéaliste et amoureux de son épouse – maquillé en geste politique ; l'anarchisme est bien mis en cause et cela peut expliquer le titre. On comprend de la même manière que le terme s'applique aux exploits de la bande à Bonnot en 1911-1912, en particulier « l'attentat de la rue Ordener », prototype du braquage réalisé à l'aide d'une automobile¹⁰⁰. L'usage du mot à propos de ce type de vol à main armée se retrouve d'ailleurs dans l'entre-deux-guerres, ou même encore dans les années 1970 à propos de Mesrine, sans contenu politique autre que la rébellion et le « nihilisme » de « l'ennemi public ». C'est plutôt le caractère spectaculaire et violent voire sanglant de l'agression – la mort d'agents publics en particulier¹⁰¹ – qui paraît justifier un emploi en dehors du cadre du « terrorisme » *stricto sensu*, emploi dont le recul paraît toutefois évident au cours du XX^e siècle.
- 47 De la même manière s'estompe l'emploi figuré du mot, appliqué à une transgression plus abstraite. De plus en plus « littéraire » et « soutenu », cet usage subsiste dans la langue de certains écrivains nés au XIX^e siècle et empreints d'une culture classique et religieuse¹⁰². Léon Bloy l'applique notamment, dans un texte publié en 1894, au téléphone, « attentat plus grave » encore que la machine à écrire « puisqu'il avilit la Parole même »¹⁰³. Avec peut-être moins d'humour, Huysmans se demande, dans *En route* (1895), à propos du chloroforme, « si cette lâcheté de la créature à souffrir n'est point une sédition, presque un attentat contre les volontés du ciel ». Le terme s'applique encore au progrès technique sous la plume de Paul Valéry évoquant en 1937 les « attentats savants contre la nature »¹⁰⁴, tandis qu'à l'inverse, Bernanos se défend en 1944 de « commettre un attentat contre l'intelligence » en critiquant l'emprise croissante des machines¹⁰⁵. Dans *Les Nouvelles nourritures*, en 1935, méditant sur l'urbanisation, Gide exprime le vœu que soit « réprimé le moindre attentat de quelqu'un à la joie de tous »... Appliqué au langage, l'attentat figuré s'associe au « massacre » de la langue – dont s'indigne un juriste dans les années 1930¹⁰⁶ – ou à « une manière de meurtre de la poésie » que Valéry reproche à ceux qui la lisent en séparant « le son et le sens », « attentat et absurdité qui sont malheureusement d'usage constant et presque de rigueur dans l'enseignement des Lettres »¹⁰⁷. Plus près de nous, le psychanalyste Jean-Bertrand Pontalis s'avoue tenté d'« assimiler une faute d'orthographe à la mutilation d'un corps, d'un visage, d'un arbre, d'une fleur » et d'y voir « un attentat, un crime, un sacrilège »¹⁰⁸.
- 48 Parmi les écrivains qui continuent à recourir au sens figuré du mot en plein XX^e siècle, il faut s'arrêter sur Albert Camus dont *L'Homme révolté* (1951), fait apparaître 22 occurrences dans le double cadre de la « révolte métaphysique » (en particulier à propos de Sade, qui « médite l'attentat contre la création »), et de la « révolte historique » qui prolonge politiquement la première, et c'est alors de l'attentat politique bien « réel » qu'il est question. Comme dans *les Justes* (1949) ou dans *les Possédés* (adapté de Dostoïevski, 1959), la

réflexion privilégie le cas de l'anarchisme russe et des attentats anti-tsaristes de la fin du XIX^e siècle. Non seulement la Russie peut apparaître en effet comme le berceau de l'attentat révolutionnaire, voire du « terrorisme » contemporain¹⁰⁹, mais l'inscription mémorielle de ces attentats contre l'autocratie russe, le plus souvent ciblés, est aussi bien plus ambiguë que celle des bombes de Ravachol, Henry ou Vaillant. Le modèle russe permet de présenter l'attentat comme l'objet d'un dilemme politique et moral plutôt que comme un geste absurde, plus révoltant encore que révolté ; or ce dilemme a été aussi vécu par les résistants dans l'Europe occupée, confrontés au risque de représailles démesurées : « Les attentats et les sabotages, œuvre de terroristes ? Non ! œuvre de patriotes ! » lit-on dans *Combat*, le journal de Camus, le 1^{er} août 1943¹¹⁰. Les fascismes ont redonné sens et actualité au tyrannicide et une forme de légitimité, tragique certes, à l'attentat, fût-il nécessairement subversif et destructeur.

49 Il est frappant de constater le sens encore très général que, toujours en 1951, le *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française* de Paul Robert donne au mot « attentat » : « Entreprise, tentative criminelle contre les personnes, les droits, les biens... V. Agression, attaque, complot, crime, délit, infraction. » Code pénal à l'appui, la sûreté de l'Etat est évoquée parmi d'autres cibles possibles de l'attentat, « une personne sacrée », « la vie d'une personne », « la liberté », « la pudeur ». Un sens figuré est ensuite indiqué : « Acte qui heurte la raison, viole la morale, etc. V. Faute, crime, offense, outrage, péché, stupidité... », illustré par une formule de Sartre condamnant, dans *La Mort dans l'âme* (1949), le « désespoir » comme « un attentat de l'homme contre lui-même ». Aucune trace manifeste, donc, du « terrorisme » ou de la Résistance. Il en va différemment dans les éditions postérieures du même dictionnaire de référence, dirigées par Alain Rey. En 1977, par exemple, le *Petit Robert* précise que le mot, dans son sens « courant » s'emploie « spécialement » à propos d'une « personne en vue » ou « dans un contexte politique », puis évoque l'attentat « contre un souverain », « les attentats des anarchistes », l'« attentat au plastic ». Le sens juridique, donné aussi comme « littéraire », est traité dans un second temps : attentat « à la vie, à la liberté », « attentat aux mœurs ». En 1992, le *Grand Robert* mentionne également l'« attentat terroriste », les attentats « des nihilistes russes » ou de « militants autonomistes », et développe à tous égards la notice de 1951 – mais l'« attentat contre le bon goût », signalé en 1977, disparaît. Le *Petit Robert* de 2001 ajoute encore « Attentat à la bombe, à la voiture piégée », et précise que le sens figuré – toujours illustré par Sartre – est lui aussi « littéraire ». Le second XX^e siècle semble donc bien voir l'histoire du mot s'accélérer nettement ; du reste, le *Dictionnaire historique de la langue française* (Robert, 1995) précise que « le sens fort et absolu du mot a reçu des connotations nouvelles dans le contexte du terrorisme, surtout après 1955-1960 », quitte à faire réapprécier *a posteriori* le rôle pionnier des « nihilistes russes »...

50 Deux étapes de cette accélération peuvent être distinguées, qui correspondent *grosso modo* aux 2^e et 3^e grandes « vagues » du terrorisme contemporain. La première est essentiellement liée à la décolonisation et en particulier, dans le cas français, à celle du Maghreb. Les œuvres de De Gaulle et de Mendès France, associant discours et souvenirs, peuvent ici servir de témoins, car si la fréquence du mot y est assez élevée, c'est principalement en raison des attentats de la période 1954-1962, qui constituent entre la moitié et les trois-quarts des 61 occurrences qu'on rencontre dans les deux cas. Ce qui frappe également dans cet emploi, répétitif et largement univoque, c'est aussi le primat retrouvé du pluriel, très net ici, et confirmé par ailleurs dans l'ensemble du corpus Frantext du second XX^e siècle¹¹¹. La décolonisation de la Tunisie et surtout de l'Algérie

s'accompagne d'une litanie d'attentats meurtriers, de « provocations » et de « représailles » alimentant le « cercle infernal des violences » qu'il faut à tout prix interrompre¹¹². Premières visées, les opérations des *fellaghas*, parfois qualifiées de « terroristes », ont pourtant une dimension militaire que le général de Gaulle reconnaît en associant presque toujours « combats » à « attentats » – fussent-ils respectivement « odieux » et « fratricides », comme dans l'allocution présidentielle du 16 septembre 1959 – quand il s'agit des indépendantistes algériens ; cette « petite guerre » de harcèlement pouvait à certains égards faire écho à la Résistance encore proche, et son caractère non conventionnel n'empêchait pas d'évoquer une « paix des braves ». Condamnés, déplorés, bien sûr, les attentats font partie d'une lutte dont on sait que l'issue ne peut être le statu quo. Le ton est sensiblement différent à propos des attentats de l'OAS en métropole¹¹³ : plutôt associés aux mots « complots » et « crimes / criminels », ils n'appellent pour leur part rien d'autre qu'une répression intransigeante, au nom d'une défense républicaine qui passe pour De Gaulle par le renforcement du pouvoir présidentiel, et pour Mendès par un « gouvernement de transition » seul à même de prévenir la « guerre civile » sans sacrifier la démocratie¹¹⁴.

51 La « période algérienne, scandée par les complots, les putschs ou les attentats »¹¹⁵, constitue ainsi un moment de banalisation de l'attentat, un moment que l'omniprésence de l'attentat pourrait résumer – à l'image du roman écrit par le diplomate Pierre Jean Rémy à son retour d'Algérie, *Midi ou l'Attentat*¹¹⁶. Dans cette conjoncture, le sens du mot paraît se fixer : son emploi suppose une violence matérielle ou physique ponctuelle, mais spectaculaire et concrétisée, notamment, dans un nuage de fumée ou dans les décombres qui s'ensuivent, le « plastic » ayant remplacé la dynamite anarchiste¹¹⁷. On peut du coup se demander quel effet a produit le mot dans l'enceinte du Sénat en novembre 1961, lorsque l'ancien ministre Edouard Bonnefous interpelle Malraux sur l'avenir du site de la gare d'Orsay, qui devait alors être démolie : « si une autre construction monumentale [de type moderne] devait être faite le long de la Seine, au bout de la place de la Concorde, il s'agirait d'un véritable attentat »¹¹⁸. Il ne semble en tout cas plus envisageable de l'appliquer, dans son sens répressif, au retour de De Gaulle en mai 1958 – même le terme de « coup d'Etat », bien qu'il ait certes été utilisé, paraît rapidement excessif étant donné le travail efficace de « légalisation » du changement de régime, parachevé alors même que De Gaulle échappe de peu aux balles de l'OAS¹¹⁹.

52 Ce moment singulier, dans l'histoire nationale, est aussi pourtant un moment inaugural. La banalisation des vagues d'attentats « terroristes » devient vite une réalité durable, à l'échelle cette fois d'un monde de plus en plus « mondialisé », dans les décennies qui suivent. Le pistage du mot dans *Les Années*, l'« autobiographie impersonnelle » d'Annie Ernaux, en donne une idée, au fil de ses quatorze apparitions¹²⁰. C'est d'abord « l'Algérie » de l'enfance : « Les gens en avaient plus qu'assez de l'Algérie, des bombes de l'OAS déposées sur le rebord des fenêtres à Paris, de l'attentat du Petit-Clamart – de se réveiller avec l'annonce d'un putsch de généraux inconnus [...] ». Enregistrés ensuite, l'attentat « des JO de Munich » en 1972 – à propos duquel Paul Virilio estime que « pour la première fois, on ressent concrètement la mondialisation »¹²¹ – ; « les plasticages en Corse, les attentats en Espagne et en Irlande », qui font partie, avec « les diamants de Bokassa » ou « Björn Borg », du « présent commun » de la fin des années 1970 ; « l'attentat contre Jean-Paul II » (13 mai 1981) ; et puis, avec plus d'insistance, les « attentats de septembre » 1986¹²² et ceux de l'été 1995 à Paris. Arrivent enfin « la gare d'Atocha » et « les attentats de Londres » (2004-2005), nettement situé dans une nouvelle ère, l'après-coup d'un

événement majeur – « les tours jumelles de Manhattan s'effondrant l'une après l'autre » –, qu'aucun mot ne résume hormis une date, et qui marque plus qu'un autre l'expérience et la mémoire¹²³. On saisit ainsi comment l'attentat « terroriste » s'inscrit, de manière certes ambiguë, dans l'événementialisation croissante des sociétés « de l'information » et « du spectacle », jusqu'au « 11 septembre », paroxysme de « l'événement monstre », vécu en direct et à l'échelle planétaire, à la fois réplique et inverse du débarquement sur la lune¹²⁴.

Du carnage au modèle d'action

- 53 Comme en témoignent aussi bien le corpus littéraire et les notices des dictionnaires, la fin du XX^e siècle voit ainsi le mot « attentat(s) » s'imposer plus que jamais, avec le « terrorisme », dans la langue courante, selon un usage qui n'est plus guère susceptible de variation¹²⁵. Dans le même temps, le sens juridique du terme achève de s'épuiser, et disparaît quasiment du lexique pénal, après y avoir longtemps fait figure de « survivance »¹²⁶. Il perd successivement son sens le plus général, encore utilisé dans un langage savant à la fin du XIX^e siècle (par exemple chez Durkheim, qui appelle « attentats » les divers types d'agissements qu'une société proscriit et sanctionne¹²⁷), puis les sens « spéciaux » que le code napoléonien avait conservés, en matière politique et sexuelle¹²⁸. Au cours du XX^e siècle, la notion générique d'attentat à la sûreté de l'Etat est en effet progressivement abandonnée, ainsi finalement que celle d'attentat aux mœurs ou à la pudeur ; on lui préfère des termes plus neutres – en particulier « atteinte » – ou plus concrets – comme « attaque » ou « agression ». Dans le code pénal de 1992, le mot n'apparaît plus que dans un article (412-1) : « constitue un attentat le fait de commettre un ou plusieurs actes de violence de nature à mettre en péril les institutions de la République ou à porter atteinte à l'intégrité du territoire national ». Cette disposition le dissocie, il faut le souligner, des actes de « terrorisme »¹²⁹ ; depuis les lois anti-anarchistes de 1892-1894, ce que le langage commun appelle attentat, la destruction par l'explosif notamment, reste en général « innommé » comme tel dans le droit¹³⁰. Le mot appartient dès lors pleinement à l'imaginaire, dans lequel la négativité du geste destructeur des biens ou des corps peut toujours se retourner en modèle ambigu et fascinant.
- 54 Comme le meurtre, comme le désastre, l'attentat est en effet aussi susceptible de devenir l'objet d'une esthétique du « geste » rebelle, du déboulonnage ou du dynamitage. A cet égard, la réaction pour le moins ambiguë de certains écrivains, soucieux d'anti-conformisme, devant les attentats anarchistes des années 1890, est bien emblématique d'une appréciation paradoxale, toujours possible, de la violence « éclatante »¹³¹. Mais c'est surtout par sa transposition dans l'ordre symbolique et esthétique, comme modèle d'expression créative, que le mot attentat trouve une ultime échappatoire au carnage. De cette transposition, la phrase de Jouhandeau, « Tout bon livre est un attentat », donne la formule concise, qu'on peut étendre à tous les domaines de l'art. Certes, l'idée n'est pas en elle-même nouvelle : en janvier 1857, pour défendre *Madame Bovary*, Flaubert entendait « démontrer que depuis trois siècles, il n'est pas une ligne de la littérature française qui ne soit aussi attentatoire aux bonnes mœurs et à la religion » ; et, à la même date, des livres se présentent bien comme des bombes, non seulement *Madame Bovary* ou *Les Fleurs du mal*, mais aussi, avec une étonnante précision, *L'Humanosphère, utopie anarchiste*, du quarante-huitard « libertaire » Joseph Déjacque, exilé aux Etats-Unis¹³² : « Ce livre n'est point écrit avec de l'encre [...], c'est de l'acier tourné en in-8° et chargé de fulminate

d'idées. C'est un projectile autoricide que je jette à cinq mille exemplaires sur le pavé des civilisés. Puissent ses éclats voler au loin et trouer mortellement les rangs des préjugés. Puisse la vieille société en craquer jusque dans ses fondements. » Cette dimension attentatoire prend toutefois un tour plus systématique, plus régulateur, dans les champs culturels tels qu'ils se structurent à la fin du XIX^e siècle : elle contribue notamment à définir l'avant-gardisme et à répondre à l'impératif d'incessant renouvellement des formes.

- 55 Valorisant l'action, la provocation, le détournement, l'histoire de l'art contemporain peut bien être décrite, au moins rétrospectivement, comme une succession d'attentats symboliques – depuis par exemple l'ajout par Duchamp d'une moustache et d'une légende irrévérencieuse à la Joconde jusqu'à la destruction réitérée de l'urinoir Fontaine au Musée national d'art moderne par un visiteur se réclamant de « l'esprit dada ». La revendication du terme « attentat » paraît cependant assez rare – sous réserve d'un inventaire plus poussé, en tout cas. L'une des plus explicites est peut-être, dans une veine anarcho-situationniste, celle du Belge Noël Godin, alias Georges Le Gloupier, pionnier et théoricien de l'« entartage » de personnalités célèbres ou influentes. Dans sa proluxe *Anthologie de la subversion carabinée*¹³³, il reprend une *Ode à l'attentat pâtissier*, datée de 1981, qui justifie une forme de « terrorisme burlesque », placé sous le parrainage des Pieds Nickelés et de Mack Sennett :

« Vous avez inventé, je l'affirme tout net,
L'attentat culturel le plus croquignolet,
Le plus tord-boyautant, le plus ollé-ollé,
L'attentat le plus gai auquel on s'est hissé :
C'est à vous que l'on doit l'attentat pâtissier,
Cet attentat farceur, cet attentat de rêve,
Cet attentat dont nul, jamais ne se relève. »

- 56 Comme le suggère la chute, l'attentat pâtissier vise bien malgré tout une forme de meurtre symbolique, par le ridicule, dans la tradition de la satire ou de la farce, adaptée à l'ère de l'image et de la caméra. La réaction ulcérée de nombre de victimes montre d'ailleurs que l'entartage remplit souvent sa fonction perturbatrice ; et la protection rapprochée de certaines cibles récurrentes, comme Bernard-Henry Lévy, s'inscrit bien dans l'analogie.
- 57 L'attentat se veut ici technique de démystification, quasi iconoclasme vivant ; d'autres usages actuels du terme renvoient davantage au modèle d'une subversion créatrice, y compris après le choc du 11 septembre. En 2003, un appel était lancé à en marquer le deuxième anniversaire sous forme d'un « attentat poétique » consistant à « lâcher » des livres dans l'espace public : la « force d'impact et de surprise » était mise en avant, mais qualifiée de « constructive », en opposition à l'événement qui donnait l'occasion de ce *happening* géant¹³⁴. Le rapprochement se veut aussi antithétique dans le cas de l'« attentat artistique » commis (et revendiqué) par le funambule Philippe Petit, qui le 7 août 1974 avait marché sur un câble entre les deux tours du World Trade Center à peine construit. L'après-11 septembre a évidemment redonné force et actualité à cette performance, préparée minutieusement et dans le plus grand secret, et suivie d'une interpellation policière musclée¹³⁵. En remémorant les *twin towers* par l'évocation du funambule, la couverture du *New Yorker* du 11 septembre 2006 lui rend hommage et en fait une sorte d'inverse et d'antidote de la destruction des tours emblématiques. Le mot prend donc une dimension poétique paradoxale, un sens positif en lui-même assez nouveau, qu'assume aussi, par exemple, le slameur Grand Corps Malade décrivant son art en forme

d'« attentat verbal » dans un texte de 2006 : « Le principe est clair : lâcher des textes là où et quand tu t'y attends pas Claquer des mots un peu partout et que ça pète comme un attentat ».

- 58 « Il n'y a pas d'attentat propre » : cette assertion, un mois avant que George W. Bush n'échappe, à l'extrême fin de son mandat, à l'« attentat à la chaussure » d'un journaliste irakien, traduit et résume assez bien, me semble-t-il, l'évolution contemporaine du terme, écrasé par le poids de l'horreur « terroriste ». Après avoir longtemps servi de terme générique, équivalent savant de « crime », et susceptible de modulations très diverses, l'attentat en est venu à désigner spécifiquement une forme de violence très répulsive et injustifiable. La charge émotionnelle que la langue classique donnait à un mot où pouvait s'entendre la « tentation » ou l'« usurpation » diaboliques, et qui renvoyait à la subversion du monde, s'est d'une certaine façon conservée dans l'horreur qu'inspire l'acte de destruction « terroriste », tout en se dénaturant ; le terme a perdu la double capacité de se retourner contre l'unilatéralité de la loi et contre le pouvoir corrompu ou dévoyé, et de signifier, pour le meilleur ou pour le pire, une atteinte avant tout symbolique, et parfois salutaire, à l'ordre des choses. On le sent bien, malgré quelques exemples ça et là, il ne peut plus servir dans les luttes politiques : les pouvoirs libéraux, censés ne plus attenter aux droits et aux libertés, ne sauraient en tout cas commettre d'attentat contre quiconque. Plus de tyran(s), plus d'attentat répressif ; l'attentat ne s'entend plus que comme subversion, perturbation illégitime, déraison, que seule une contre-culture minoritaire pourrait encore assumer dans l'ordre symbolique – dernier refuge de la tyrannie en régime démocratique ?
-

ANNEXES

Les 2630 occurrences du mot « attentat(s) » dans la base Frantext

(Par périodes de 20 ans, indiquées par la médiane, de 1580 à 2010)

La part du pluriel

NOTES

1. Par exemple en chute et en titre d'une chanson de Jacques Higelin (1979), ou dans *Au secours pardon*, de Frédéric BEIGBEDER (Grasset, 2007, p. 128) : « Les bombes, je les préfère sexuelles et les attentats, à la pudeur. »
2. Titre d'un article de Bernard Cassen dans *Le Monde diplomatique*, décembre 1996.

3. Michèle Sabban, déclaration à l'AFP, 15 mai 2011.
4. M. DUCHAMP, *Duchamp du signe, suivi de Notes*, M. Sanouillet et P. Matisse éd., Flammarion, 2008 (présentation).
5. En suivant modestement le programme d'« observer les mots dans leurs usages, pour tenter de repérer [...] la formation, les changements et les disparitions d'idées » (A. REY, « Révolution ». *Histoire d'un mot*, Gallimard, 1989, p. 15).
6. Aux chapitres XXXII et XL.
7. *Le fanatisme renouvelé, ou Histoire des sacrilèges, des incendies, des meurtres et des autres attentats que les calvinistes revoltéz ont commis dans les Sevenes, et des châtimens qu'on en a faits*, par le R.P. L'OUVRELEUL, 2^e éd., 4 vol., Avignon, 1704-1706.
8. *L'Avare*, V, 3.
9. LEBEY DE BATILLY, *Traicté de l'origine des anciens Assassins porte-couteaux, avec quelques exemples de leurs attentats et homicides es personnes d'aucuns roys, princes et seigneurs de la chrestienté*, Paris, 1603, in-12, 65 p.
10. Après V. Hugo, Pierre Corneille est l'auteur qui l'emploie le plus souvent (98 occurrences), tandis que son frère Thomas, avec 34 occurrences, détient le record de fréquence relative – 497 millionnièmes. La fréquence maximale du mot dans la littérature est atteinte entre 1640 et 1670.
11. ROTROU, *Bélisaire* (1643), I, 2, qui ajoute : « Punis-en la pensée, et non pas l'entreprise [...] ». La fin de la pièce confirme un régime spécial de protection de la majesté, en assurant « qu'au moindre attentat contre un front couronné, C'est être criminel que d'être soupçonné » (V, 6).
12. Et Junie demande à Néron, un peu plus loin (II, 3) : « De grâce, apprenez-moi, seigneur, mes attentats », à quoi il répond : « Quoi ? madame, est-ce donc une légère offense De m'avoir si longtemps caché votre présence ? »
13. *Les Loix criminelles de France dans leur ordre naturel*, 1780, livre III.
14. *Le Philosophe anglais ou Histoire de monsieur Cleveland, fils naturel de Cromwell, écrite par lui-même...*, livre 1. Au début de l'Oraison funèbre de Henriette-Marie de France (veuve de Charles I^{er}), Bossuet annonce : « vous verrez la majesté violée par des attentats jusqu'alors inconnus » (1669).
15. Voir par exemple, le *Mémoire de M. O. Z. Van Haren, concernant la cause célèbre entre lui et [...] ses beaux-fils et ses filles, au sujet de l'attentat d'inceste dont ils l'ont accusé*, Leeuwarden : aux dépens de la Compagnie, 1762 (BNF).
16. A. PROTHAIS, *Tentative et attentat*, Paris, LGDJ, 1985, p.
17. De cette valeur ambiguë de grand crime et de vaine tentative vient aussi sans doute, en sens opposé, qu'on parle plus aisément de « l'attentat » de Châtel ou de Damiens – qui n'ont pas tué le roi – que de « l'attentat de Ravallac ». Notons qu'en anglais, le mot *attempt* conserve bien le double sens.
18. C'est avec Furetière, et dans ce sens que l'adjectif « attentatoire » fait son apparition ; sa première occurrence littéraire date de 1736. Un exemple de cet emploi d'« attentat » : *Sentence contradictoire des Requêtes du Palais, du 20 octobre 1692, qui... adjuge 300 livres de portion congrue, ... à Me Remy Duret,... vicaire perpétuel de la ville et des faubourgs de Vitry-le-François, ... casse et révoque comme attentat l'enquête faite au préjudice de la sentence d'évocation par le... lieutenant général de Vitry...*, Paris, 1692.
19. Par exemple dans un poème de Corneille, *Sur le départ de Mme la Marquise de B. A. T.* (1658).
20. Par exemple dans *Le Hasard au coin du feu* de Crébillon fils.
21. Par exemple dans *L'Art d'aimer*, long poème dû à P.-J. Bernard (dit Gentil-Bernard), publié en 1775. L'expression se retrouve dans des dictionnaires du XIX^e siècle.
22. J. DOMAT, *Les loix civiles dans leur ordre naturel*, t. IV. On trouve aussi à la même époque l'expression « attenter à la pudicité », par exemple dans Richelet, art. « Atenter ».
23. Voir par exemple Louis ABELY, *Défense de l'honneur de la sainte mère de Dieu contre un attentat de l'apologiste de Port-Royal*, Paris, 1666, 135 p.

24. « De l'Eglise et de la soumission qui lui est due », in *Pensées sur divers sujets de religion et de morale*, t. II (1^{re} édition, posthume, en 1734).
25. Voir par exemple *Attentat commis en l'église de Centnoix [...] par N. Geny, laquais, qui arracha le précieux corps de Notre Seigneur entre les mains du prêtre disant la sainte messe*, Paris, 1649 ; *Sentence rendue par Mr le bailly de Saint Esloy à l'encontre de Henry Annet, ouvrier en soie, pour les blasphèmes et attentats commis à l'image et representation de la Tres Sainte Vierge*, Paris, 1664...
26. *Traité du vrai mérite de l'homme*, chap. 8.
27. RACINE, *Esther*, III, 3 : (Une israélite chante) « Rois, chassez la calomnie. Ses criminels attentats Des plus paisibles états Troublent l'heureuse harmonie. »
28. *Essai sur le mérite et la vertu*, 1745, livre 1.
29. J.-C. WAQUET, *La Conjugaison des dictionnaires*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2000, notamment chap. 3, 6 et conclusion.
30. *Ibid.*, notamment chap. 9.
31. On prête d'ailleurs (au moins au XIX^e siècle, par exemple dans le *Dictionnaire universel* de Boiste, 1836, art. « Confronter ») à Henri IV, le « bon roi » par excellence, la formule : « Attenter à la liberté d'un Français, et refuser de lui confronter ses délateurs, c'est violer la première loi de l'Etat. »
32. En illustration de cet emploi, un factum daté du 30 avril 1701 fait état des « violences, attentats et troubles que les fermiers des messageries, coches et carrosses font à la liberté du commerce » (BNF).
33. Comme le signale Jean-Claude Waquet, il faut aller à l'article « Chef » du *Dictionnaire de l'Académie* pour voir mentionner l'attentat contre la personne du monarque, crime de lèse-majesté « au premier chef »...
34. Dans la base Frantext, « noir » est l'adjectif le plus souvent associé à « attentat » : 65 fois en tout, dont 43 pour le seul XVII^e siècle.
35. Voir l'édition du théâtre de Corneille annotée par Voltaire. On retrouve aussi l'« illustre attentat », avec le même sens sacrificiel, dans *Don Garcie de Navarre* de Molière (1661), que cite la réédition de Furetière en 1727.
36. *Parallèle des Romains et des Français...*, livre 3.
37. Voir aussi la critique, hors de France, des guerres de Louis XIV : *Réflexions politiques sur les démarches de la Hollande contre les attentats de la France, ou L'idée générale des affaires du temps*, Cologne, 1684. L'usage du mot en matière de relations internationales se maintient jusqu'au milieu du XX^e siècle, visant notamment l'Angleterre, puis l'Allemagne, ou encore les « attentats contre la souveraineté temporelle du pape » dans les années 1860.
38. *Essai sur l'histoire générale et sur les mœurs* (1756), not. chap. 29.
39. *Ibid.*, chap. 80. Voir aussi par exemple la dénonciation des « noirs attentats » de Louis XI dans *L'Eloge de Montesquieu* de Marat (1785).
40. *Mémoires historiques sur l'abbaye de Port-Royal*, Utrecht, 1755, vol. V, not. p. 161-242 (« Mémoire sur les abus et attentats de cette Bulle ») et vol. VII, p. 85. Sur les attentats antigallicans, voir déjà Denys GODEFROY, *Maintenue et défense des princes souverains et églises chrestiennes contre les attentats... des papes de Rome*, Paris, 1592, 357 p.
41. *Consultation de MM. les avocats du parlement de Paris, sur le pouvoir des juges séculiers de connaître des faits de schisme et de réprimer les attentats des ecclésiastiques qui le fomentent par le refus des sacrements* (Signé : Deniau, ancien bâtonnier, etc., 5 juin 1739).
42. *Dénonciation des crimes et attentats des soi-disants Jésuites dans toutes les parties du monde [...] ou Abrégé chronologique des stratagèmes, friponneries, conjurations, guerres, tyrannies, révoltes, persécutions, calomnies, impostures, sacrilèges, meurtres de rois, etc., commis par les Ignaciens depuis l'époque de leur établissement, jusqu'en 1760*, 1762, 3 parties en 1 vol. in-12.
43. Claude-Marie GUYON, *L'Apologie des jésuites, convaincue d'attentats contre les loix divines et humaines*, Paris, 1763.

44. Voir par exemple les « arrêts, arrêtés et remontrances » du parlement de Toulouse « concernant les entreprises et attentats de M. le Duc de Fitz-James » en 1763-1764, ou, au même moment, les « très-humbles représentations du conseil souverain de Roussillon, sur les attentats, oppressions et vexations contre la magistrature en général et notamment le parlement séant à Toulouse » (catalogue BNF).
45. Les citations se trouvent respectivement dans les chapitres 278, 284, 405, 15, 573 (la nature se venge des attentats du luxe), 523 (à propos de Voltaire), 145 et 293, 674.
46. Chap. 307, 344 et 576. En revanche, Mercier condamne l'« attentat à l'honneur » que commettent les libellistes qui attaquent la vie privée des princes (chap. 544).
47. Chap. 232.
48. Voir l'article de Guillaume Mazeau dans ce dossier.
49. Pierre LASCOUMES, Pierre LENOËL, Pierrette PONCELA, *Au nom de l'ordre. Une histoire politique du Code pénal*, Hachette, 1989.
50. Comme l'écrit Marat dans un placard du 11 août 1790 (*On nous endort, prenons-y garde !*), « le prince n'étant qu'un serviteur de la nation, l'attentat contre sa vie ne peut jamais être qu'un délit particulier, tel que l'attentat contre les jours d'un autre mandataire du peuple ; délit moins grave que l'attentat contre la patrie ».
51. CONDORCET, *Opinion sur l'attentat commis contre la liberté des membres du Corps législatif*, Paris, juin 1792.
52. Mathieu BLANC-GILLI, *Lettre d'un député (...) au sujet de l'attentat et des désordres commis au château des Tuileries*, Paris, 1792, 16 p.
53. LAVICOMTERIE, *Droits du peuple sur l'Assemblée nationale*, 1791, cité par Marc DELEPLACE, *L'Anarchie de Mably à Proudhon*, Lyon, ENS Editions, 2001, p. 61.
54. 21 occurrences dans neuf discours entre 1789 et 1793, dont 7 dans le seul discours contre Louis XVI.
55. *Henri VIII*, 1792, I, 2. Dans *Charles IX*, la Saint-Barthélemy est d'abord, pour Catherine de Medicis, « ce coup nécessaire au salut de l'Etat, Punissant des mutins l'éternel attentat » (II, 2) ; mais dans l'acte V, elle est clairement assimilée à un « grand crime » dont Charles IX s'inquiète... Dans *Jean Calas ou l'Ecole des juges*, en 1791, Chénier dénonce aussi l'« attentat » judiciaire (II, 3).
56. Karine SALOMÉ, *L'Ouragan homicide. L'Attentat politique en France au XIX^e siècle*, Champ Vallon, 2011.
57. Par exemple *Horrible attentat suivi d'un suicide, commis par Hoffman, horloger,..., sur son épouse et son fils, qu'il a percés à coups de baïonnette...*, canard parisien daté approximativement de 1830 (BNF).
58. Emile WORMS, *Les Attentats à l'honneur : diffamation, injures, outrages, adultère, duel, lois sur la presse, etc.*, Perrin, 1890, 333 p.
59. Un certain Michel Michel, « employé dans la division de l'habillement des troupes, administration de la guerre », est condamné à mort en 1812 « pour crime d'attentat contre la chose publique » (BNF).
60. Les articles 89 et 90 ne portent que sur le complot et la proposition de complot. Si l'attentat et le complot sont définis différemment (le complot ne fait que préparer l'attentat), ils entraînent la même peine jusqu'en 1832.
61. A. PROTHAIS, *op. cit.*, p. 299.
62. *Commentaire sur l'Esprit des lois de Montesquieu*, 1807, p. 32. L'auteur poursuit : « D'ailleurs, chassez le naturel, il revient au galop. »
63. *De l'esprit de conquête et de l'usurpation dans leurs rapports avec la civilisation européenne*, p. 179 : l'assimilation de la guerre de conquête à un attentat se rencontre souvent au XVIII^e siècle (chez Prévost ou Delisle de Sales, par exemple).

64. *Ibid.*, p. 214 : « les opinions seront libres, mais toute opinion contraire [...] aux moindres mesures de circonstance, sera punie comme un attentat ».
65. A. THIERY, *Les Pleurs de mon exil et les accens de ma douleur, élégie sur l'attentat du 21 janvier...*, Amiens, 1815, 56 p. On peut aussi évoquer par exemple l'*Ode sur l'attentat commis dans la personne [du] duc d'Enghien, prince du sang*, par le V^{te} de Lafaiqe, Paris, Dentu, 1816, 18 p.
66. AN CC 508/112, ordonnance de renvoi de la chambre du conseil de Versailles, 25 février 1820.
67. Voir G. MALANDAIN, *L'Introuvable complot. Attentat, enquête et rumeur dans la France de la Restauration*, Editions de l'EHESS, 2011, p. 125-126.
68. Dans le corpus Frantext, la part du pluriel retombe à environ 30 % des années 1840 jusqu'aux années 1950.
69. 7^e attentat commis sur la personne du roi (...) par le nommé Joseph Henry, âgé de 51 ans (...), arrestation de ce grand criminel qui a fait l'aveu de son abominable crime, 1846.
70. Pour citer Maxime DU CAMP, *Les ancêtres de la Commune : l'attentat Fieschi*, Charpentier, 1877.
71. C'est, par comparaison, quatre fois plus que la dizaine de publications relatives à l'attentat « du 3 nivôse » (an IX) contre le Premier Consul.
72. Parmi quelques exceptions, *Fieschi et la loi Persil, ou les Deux attentats*, poème en trois parties par Charles LEPAGE (1835), ou les « attentats commis journellement, physiquement et moralement, contre les personnes et les propriétés par les agents de la police secrète » dont se plaint Théodore Choumara, officier du génie, dans une brochure de 1845 intitulée *Théodore ou 59 ans de la vie d'un homme de tête et de cœur*.
73. Après avoir déclaré que tout attentat « doit être réprouvé, même lorsque par hasard il a eu des suites utiles au pays », l'article précise qu'« en France », le mot « s'applique aussi à toute tentative criminelle contre la chose publique » et revient sur l'évolution législative (1832, 1835, 1853...). Dans la réédition de 1873, le mot « souverain » est remplacé par « chef de l'Etat » et l'article précise que « sous la république, une attaque contre l'Assemblée nationale est un attentat au premier chef ».
74. On sait que la résistance au coup d'Etat, en décembre 1851, put être qualifiée d'attentat (et fut réprimée comme telle) : Victor LURO, *Pourvoi pour Edme-Nicolas-Eugène Millelot, compositeur d'imprimerie, contre le jugement du conseil de guerre [...] siégeant à Clamecy, en date du 1^{er} février 1852, qui l'a condamné à la peine de mort pour meurtre et attentat contre la forme du gouvernement...*, Paris, 1852.
75. Alors que le mot ne se rencontre par exemple jamais dans l'œuvre de Stendhal et seulement 8 fois dans celle de Zola.
76. Napoléon le Petit, Bruxelles, 1852, p. 71.
77. *Actes et Paroles. Avant l'exil*, « Le Deux Décembre 1851 ».
78. *Les Quatre Vents de l'esprit* (1881), I, 24.
79. Par exemple sous la plume de Jules Lermina, dans le journal lyonnais *L'Avant-garde, organe des francs-parleurs*, 15 janvier 1870, p. 2.
80. Le 6 mars 1871 (*Actes et paroles. Depuis l'exil*, « La question de Paris »).
81. Jean-Claude CARON, *Frères de sang*, Champ Vallon, 2009, p. 220.
82. Comme on le lit dans l'acte d'accusation contre Louise Michel, lu à son procès le 18 décembre 1871 (*Mémoires de Louise Michel écrits par elle-même*, t. I, Paris, F. Roy, 1886, p. 466). Voir aussi, par exemple, *Affaire de la Commune. Attentat contre le gouvernement établi, arrestations arbitraires, assassinats, vols, usurpations de fonctions publiques, destruction de monuments, etc...*, 2 vol., F. Roy, 1871.
83. Comité révolutionnaire central. *Anniversaire des funérailles d'Auguste Blanqui. Souscription en faveur des victimes de l'attentat policier du 8 janvier*, Paris, 1882.
84. Comité catholique. *Les Attentats contre la vie sociale et religieuse. Lutte, résistance, action...* par E. de TOYTOT, Nevers, 1884 ; *Les Crimes de l'école laïque. Trois odieux attentats cette semaine, placard de*

1899 ; Mgr TOUCHET, *Un attentat contre le droit et la liberté, lettre à un directeur d'école congréganiste*, Orléans, 1904...

85. Dans Frantext, avec 162 occurrences, la période 1880-1899 est celle où, depuis la Révolution, le mot attentat(s) est relativement le plus employé – mais en deçà des valeurs observées entre 1640 et 1800. La décennie 1880 se détache particulièrement.

86. C'est encore plus vrai de l'emploi du verbe « attenter », dont deux-tiers des 699 occurrences trouvées dans Frantext sont antérieures à 1800. Citons une jolie formule de Péguy, dans un texte de 1903 contre l'alcoolisme : « nous ne sommes pas l'Etat, n'attentons pas aux libertés » (*Cahiers de la quinzaine*, IV, 12, repris dans *Œuvres complètes*, t. XII, Gallimard, 1944, p. 25).

87. *Vers la réparation*, 1899, notamment p. 257 et p. 521. On peut noter aussi, à propos de l'exécution de l'ouvrier Liabeuf en juillet 1910, l'expression « attentat à la dignité humaine » dans un journal socialiste (cité par Dominique KALIFA, *L'Encre et le sang*, Fayard, 1995, p. 185).

88. « Le Socialisme et la vie », in *Etudes socialistes*, 1901.

89. *Mémoires de guerre*, t. 1, p. 315-316 ; *Discours et messages*, t. 5, p. 68-69 (réception de l'empereur d'Ethiopie).

90. Voir le texte en ligne : www.encyclopedie-anarchiste.org. L'article est suivi d'une longue énumération chronologique d'attentats « ayant un caractère social et, pour la plupart, altruiste », de 1858 (Orsini) à 1925 (cathédrale de Sofia).

91. Ici, Faure cite le début de la notice de 1866 et omet les citations par lesquelles Larousse, on l'a vu, fait jouer l'ambivalence. Il est vrai toutefois que ces citations disparaissent complètement des versions ultérieures du dictionnaire encyclopédique – par exemple le *Larousse du XX^e siècle* (1928).

92. *Tentative et attentat*, op. cit., p. 286, avec comme exemple : « Le magasin Fauchon est détruit par un attentat », *Le Monde*, 20 décembre 1977, p. 42.

93. J. BAUDÉANT, *L'attentat contre les chefs d'Etat*, thèse de droit, Toulouse, 1911.

94. Si le printemps 1892 marque le début de « l'ère des attentats » (Jean Maitron) en France, il y a cependant des précédents, notamment dans d'autres pays, ce qui peut expliquer la très vive réaction immédiate de la presse. Dès 1889, dans *Le Disciple*, Paul Bourget évoque, en parlant de la dynamite, « les attentats auxquels cette substance est employée ».

95. Uri EISENZWEIG, *Fictions de l'anarchisme*, C. Bourgois, 2001, p. 11.

96. Le mot sabotage prend son sens actuel à la fin du XIX^e siècle, dans le cadre du syndicalisme révolutionnaire, mais avant de suggérer une détérioration ou une destruction matérielle, il exprime d'abord l'idée de « gâcher le travail », de refuser tout zèle, selon le principe « A mauvaise paye, mauvais travail » (Emile Pouget) ; de la Belle Epoque à la 2^e guerre mondiale, le mot implique de plus en plus une action violente, et voisine de plus en plus nettement avec l'attentat.

97. Expression employée par l'écrivain anarchiste Henri Fèvre en décembre 1893. Voir Caroline GRANIER, « Entretien imaginaire avec l'auteur de Galafieu », *Le Monde libertaire*, n° 1576, 10-16 décembre 2009 (monde-libertaire.fr/auteurs/item/13052).

98. Daniel COLSON, *Petit lexique philosophique de l'anarchisme*, Le Livre de poche, 2001, notamment « Chimie anarchiste », « Explosion sociale », « Propagande par le fait » ; sur la singularité de l'attentat anarchiste, voir aussi « Terrorisme ».

99. *Le Mystère de la chambre jaune*, 1907. Voir aussi par exemple Emile BESSIÈRE, *Un Attentat au bois, vaudeville-pochade à la vapeur*, Paris, 1901, 8 p. où deux paysans ridicules se font détrousser au bois de Vincennes.

100. L'expression est utilisée, entre autres, dans *Le Petit journal* du 3 février 1912, et se retrouve en titre du 1^{er} chapitre des *Bandits tragiques* de Victor MÉRIC [Henri Coudon], Paris, 1926, et encore dans des énoncés actuels.

101. Voir l'article d'Arnaud Houte sur les « attentats » contre la gendarmerie au XIX^e siècle.

102. Mais pas tous ; Proust, par exemple, n'utilise jamais le mot attentat dans son œuvre. Globalement, l'usage littéraire du mot connaît un étiage entre les années 1890 et les années 1960.
103. *Histoires désobligeantes*, XVIII : *Le téléphone de Calypso*.
104. « Notre destin et les lettres », in P. VALÉRY, *Regards sur le monde actuel et autres essais*, Gallimard, 1945.
105. Dans *La France contre les robots*, 1947, p. 189.
106. A. MOUFFLET, *Contre le massacre de la langue française*, Toulouse, Privat, 1931 ; « De quelques attentats contre la langue française », extrait du *Mercure de France*, 1933.
107. « La poésie de La Fontaine », in *Vues, La Table ronde*, 1948, p. 161. Daté de 1944, le texte figure dans le volume du *Dictionnaire des lettres françaises* consacré au XVII^e siècle (A. Fayard, 1954).
108. *Fenêtres*, Gallimard, 1999, p. 116.
109. Dans un texte de 1930 (« L'âge de pierre »), Alain écrit ainsi : « Je lisais hier une sorte de roman sur les choses de Russie, terroristes, attentats, révolutions », avant de récuser l'idée d'une spécificité russe autre qu'historique. Il ne précise pas le roman dont il s'agit.
110. Cité dans *Histoire de la langue française 1914-1945*, CNRS Editions, 1995, p. 232 ; en février 1944, le journal résistant défend l'utilité du « terrorisme ferroviaire »...
111. Mendès France utilise le pluriel trois fois sur quatre, De Gaulle quatre fois sur cinq. Le singulier renvoie en général à un événement qui ressort davantage (« l'attentat du Petit-Clamart ») ; la désignation, par René Mayer, des événements de la Toussaint 1954 comme un seul « attentat à l'unité nationale », est une exception. Dans la langue littéraire, le pluriel remonte dans les années 1940, puis devient (légèrement) majoritaire à partir des années 1960.
112. Pour citer Mendès France en 1954 (« Dernier réquisitoire contre la politique indochinoise du gouvernement Laniel »). Voir aussi par exemple l'allocution du 4 novembre 1960 où De Gaulle se réjouit par ailleurs d'une décolonisation de l'Afrique noire « qui n'a comporté ni combats ni attentats ».
113. Voir par exemple l'allocution présidentielle du 5 février 1962, ou celle du 26 mars, qui stigmatise « les criminels qui s'efforcent à coup d'attentats de forcer la main à l'Etat et d'asservir la nation, [et qui] n'ont d'avenir que le châtement ».
114. « Pour devancer la guerre civile, un gouvernement de transition », dans *L'Express* du 28 septembre 1961 (repris dans *Pour une République moderne*, 1987, voir notamment p. 664-65). Mendès décrit une situation d'accoutumance à la violence, bien sûr inacceptable, mais dont il refuse la résolution autoritaire qu'incarne De Gaulle.
115. Brigitte GAÏTI, « Comment faire un régime "dans les formes" ? Réflexions autour du 2 décembre 1851 et du 13 mai 1958 », in S. Aprile et al. (dir), *Comment meurt une République. Autour du 2 décembre 1851*, Créaphis, 2004, p. 436.
116. Julliard, 1963.
117. A cet égard, le grand nuage de fumée gris-noir illustrant la couverture de la réédition de *Midi ou l'Attentat* en 1981 est éloquent.
118. *La Grande pitié des monuments de France : débats parlementaires (1960-1968)*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, 1998, p. 59. Le compte rendu ne note pas de réaction particulière...
119. B. GAÏTI, article cité. A partir de 1962, « les gaullistes vont réussir là où les bonapartistes ont échoué jusqu'à aujourd'hui, à savoir faire du coup de force un « anti-coup d'Etat ». Il devient possible de dire que la V^e République est née contre le 13 mai [...] » (p. 425-426).
120. Gallimard, 2008.
121. Dans un entretien avec Georges Pérec, Jean Duvignaud et Georges Balandier, « Le grabuge », *Cause commune*, n° 4, novembre 1972, repris dans G. PÉREC, *Entretiens et conférences I*, 2003, p. 124.
122. « Du premier attentat de septembre, juste après la rentrée scolaire, on ne se serait pas souvenu sans doute si d'autres bombes n'avaient pas explosé à quelques jours d'intervalle » (p. 161-162)

123. Voir p. 16 (« que faisiez-vous le 11 septembre 2001 ? »), puis p. 209-212 et p. 225-226.
124. Pierre NORA, « Le retour de l'événement », in *Faire de l'histoire*, t. I, Gallimard, 1974, p. 210-218 ; Julien FRAGON et Aurélia LAMY, « L'Après-11 septembre ou l'étiologie d'un monde qui change », *Mots*, n° 87, juillet 2008, p. 57-69.
125. Pourrait en témoigner ce *Manuel de survie : catastrophes naturelles, risques technologiques, attentats... Comment réagir ?* (2002)
126. Voir toujours A. PROTHAIS, *op. cit.*, dont le plaidoyer pour l'attentat comme « technique de répression anticipée », n'a pas trouvé d'écho dans le travail législatif.
127. E. DURKHEIM, *De la division du travail social*, 1893, par exemple (parmi une vingtaine d'occurrences) p. 118 : « On peut presque dire que les attentats sont d'autant plus sévèrement punis qu'ils sont plus rares. »
128. Le terme est déjà en net recul dans la refonte du code pénal belge en 1867. Seuls l'« attentat à la pudeur » et l'« attentat aux mœurs » font encore l'objet d'un développement spécifique dans les *Pandectes belges*, t. X, 1883, p. 1082 sq.
129. Articles 421-1 à 421-6 de l'actuel Code pénal ; le mot attentat n'y figure pas.
130. Alain PROTHAIS, *op. cit.*, p. 286. On pourrait le dire aussi de l'attentat contre une personnalité, assimilée depuis la fin du XIX^e siècle à une tentative d'assassinat.
131. Notamment les poètes symbolistes : voir Uri EISENZWEIG, *op. cit.* ; mais aussi un écrivain pamphlétaire comme Léon Bloy, dont l'article « L'Archiconfrérie de la Bonne mort », en novembre 1892, se refuse à condamner l'attentat anarchiste, même s'il n'est qu'un « pastiche de la vraie Colère ». Plus près de nous, on pense au musicien K. Stockhausen voyant dans les attentats du 11 septembre « la plus grande œuvre d'art jamais réalisée ».
132. Cité par D. COLSON dans *Petit lexique*, *op. cit.*, p. 77-78
133. L'Âge d'Homme, 1988 ; voir aussi le site www.gloupgloup.be.
134. Consultable dans les archives du site www.maelstromreevolution.org : « édito n. 4 ».
135. Voir notamment P. PETIT, *To Reach the clouds : my high wire walk between the twin towers*, New York, 2002, le documentaire *Man On Wire*, de J. MARSH (2008), ou le roman de Colum MCCANN, *Et que le vaste monde poursuive sa course folle*, Belfond, 2009 (trad. fr.).

RÉSUMÉS

Aujourd'hui, le mot « attentat(s) » a largement perdu la polysémie qui l'a longtemps caractérisé. Cette étude se propose de retracer l'évolution de l'emploi de ce terme depuis la toute fin du XVI^e siècle, en s'appuyant sur quelques indicateurs : d'abord des sources normatives, lexicographiques ou juridiques ; ensuite, des sources littéraires, dans lesquelles la base Frantext permet de repérer aisément un peu plus de 2600 occurrences du terme « attentat(s) » ; enfin, l'interrogation du catalogue de la BNF a permis de répertorier plus de 700 ouvrages dont le titre comporte « attentat(s) ». Complété par la bibliographie et à l'aide d'Internet, ce corpus permet, on l'espère, de restituer une bonne part des usages possibles du mot et de donner une idée d'ensemble d'une double trajectoire qui voit d'abord son emploi s'élargir, au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, puis se restreindre aux XIX^e et surtout au XX^e siècle, écrasé par le stigmatisme « terroriste ».

The French word “attentat” (“attempt” or “attack”) lost the complex polysemy that has long characterized it. This study intends to retrace the evolving usage of this term since the very end

of the XVIth century, by leaning on some indicators like normative, lexicographical or legal sources; literary sources, by means of the Frantext base (which allows to spot some 2600 occurrences of the term since 1600); and the catalog of the BNF (French National Library) giving more than 700 relevant titles. Completed by the bibliography and by means of Internet, this corpus allows, we hope for it, to restore most of the possible meanings of the word and to give an idea of the twofold trajectory which sees at first its usage widen, during the XVIIth and XVIIIth centuries, then decrease in XIXth and even more in the XXth century, crushed by the “terrorist” stigma.

INDEX

Keywords : lexicography, political attack, political attempt, regicide, terrorism, tyranny

Mots-clés : attentat, lexicographie, régicide, terrorisme, tyrannie

AUTEUR

GILLES MALANDAIN

MCF Université de Poitiers, Criham